



Arrêté préfectoral DCPAT-2024 n°334 du 19 NOV. 2024

autorisant la société Travaux Publics des Pays-de-la-Loire (TPPL)

à exploiter une carrière et des installations connexes

au lieu-dit « Pierre Bise » sur la commune de Beaulieu-sur-Layon (49750)

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques,**

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses livres I, II et V ;

Vu le décret du président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

Vu le décret du président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités fixée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n° 2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

Vu l'arrêté préfectoral D3-91 n°686 du 03 décembre 1991 autorisant la société Travaux Publics des Pays de Loire (TPPL) à exploiter une carrière de spilite situées au lieu-dit "Pierre Bise" sur la commune de Beaulieu-sur-Layon (surface d'environ 22,7 ha, production maximale de 400 000 t/an, durée 30 ans) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire DIDD2020 n°69 du 21 avril 2020 prolongeant l'autorisation susvisée d'exploiter la carrière jusqu'au 03 décembre 2024 ;

Vu l'arrêté préfectoral D1-84-1045bis du 12 novembre 1984 autorisant la société Travaux Publics des Pays de Loire (TPPL) à exploiter des installations de traitement de matériaux situées au lieu-dit "Pierre Bise" sur la commune de Beaulieu-sur-Layon (production maximale de 400 000 t/an) ;

Vu le récépissé de déclaration du 11 avril 1988 relatif à l'exploitation d'une installation mobile de concassage criblage sur le site ;

Vu le courrier du préfet du 12 avril 2019 prenant acte de l'antériorité de reclassement sous la rubrique 2515-1-a (régime de l'enregistrement) de l'exploitation des installations de traitement susvisées suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire DIDD2020 n°73 du 29 avril 2020 autorisant la modification des installations autorisées au sein de la carrière ;

Vu le courrier du préfet du 22 avril 2022 sollicitant, jusqu'à l'échéance de l'autorisation, de mettre en œuvre les recommandations faites suite aux investigations initiales concernant une potentielle présence d'amiante naturel dans le gisement exploité (surveillance semestrielle des émissions dans l'air par campagne de prélèvements et mise à jour au moins annuelle du plan de repérage des roches, absence d'exploitation de la fosse sud-ouest).

Vu le Schéma Régional des Carrières (SRC) adopté par le Préfet de la région Pays de Loire le 6 janvier 2021 ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne 2022-2027 en vigueur, approuvé le 18 mars 2022 ;

Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Layon Aubance Louets en vigueur, approuvé en 2006 puis actualisé et validé par un arrêté inter-préfectoral en date du 4 mai 2020 ;

Vu la demande d'autorisation environnementale unique du 10 février 2023, complétée le 20 décembre 2023 (par le dépôt d'un dossier complété), présentée par monsieur Christian Lecloux, Directeur Général de TPPL, dont le siège social est situé 23, rue du Bocage à Mozé-sur-Louet (49610), en vue du renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière pour une durée de 30 ans (avec des modifications dont principalement l'approfondissement de l'excavation) ainsi que l'intégration de l'autorisation d'exploiter les installations connexes situées sur la commune de Beaulieu-sur-Layon au lieu-dit "Pierre Bise" ;

Vu l'avis favorable du 25 octobre 2022, du maire de la commune de Beaulieu-sur-Layon sur les conditions de remise en état du site après exploitation présentées dans la demande susvisée ;

Vu le dossier joint à la demande, notamment l'étude d'impact, l'évaluation d'incidence Natura 2000, l'étude des dangers et les plans ;

Vu l'avis tacite du 29 février 2024 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) des Pays-de-la-Loire sur la demande d'autorisation d'exploiter susvisée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mars 2024, prescrivant une enquête publique du 24 avril 2024 au 31 mai 2024 inclus à la mairie de la commune de Beaulieu-sur-Layon concernant la demande de la société TPPL susvisée ;

Vu les résultats de l'enquête publique et l'avis du 25 juin 2024, de monsieur Jean-François Dumont, commissaire enquêteur ;

Vu les délibérations des conseils municipaux de Beaulieu-sur-Layon du 03 juin 2024, Bellevigne-en-Layon du 03 juin 2024, Chemillé-en-Anjou du 30 juin 2024, Denée du 28 mai 2024, Mozé-sur-Louet du 07 mai 2024, Rochefort-sur-Loire du 23 mai 2024 et Val-du-Layon du 11 juin 2024 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de Maine-et-Loire ;

Vu l'avis des directeurs des services départementaux et régionaux consultés ;

Vu l'avis de la Commission Local de l'eau (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) Layon Aubance Louets ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2024, portant prolongation du délai à statuer sur la demande d'autorisation environnementale unique de la société TPPL susvisée ;

Vu le rapport de la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Pays de Loire, inspection des installations classées en date du 28 octobre 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 29 octobre 2024 à la connaissance du demandeur ;

Vu la réponse du pétitionnaire en date du 05 novembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions de remise en état du site après exploitation correspondent à l'avis favorable du 25 octobre 2022, du maire de la commune de Beaulieu-sur-Layon ;

CONSIDÉRANT que les suivis écologiques du site, y compris des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement, se poursuivront sur toute la durée d'exploitation de la carrière ;

CONSIDÉRANT que les dangers et inconvénients générés par la carrière et les autres installations pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté et par les dispositions mentionnées dans le dossier complété de demande d'autorisation d'exploiter ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.512-19 à R.512-24, de l'avis du commissaire-enquêteur, et des services déconcentrés de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de suivis proposées par l'exploitant sont de nature à protéger les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société TPPL dispose des capacités techniques et financières et que des garanties financières vont être constituées ;

CONSIDÉRANT que la remise en état des terrains de la carrière conduira à restituer des espaces à vocation écologique et une excavation qui deviendra un plan d'eau d'environ 14,3 ha après la remontée des eaux ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu ;

SUR la proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Maine-et-Loire,

ARRÊTE

TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société Travaux Publics des Pays de Loire (TPPL), désignée ci-après « l'exploitant », qui est représentée par son Directeur Général, dont le siège social est situé 23, rue du Bocage à Mozé-sur-Louet (49610), est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert de spilite et des installations connexes notamment de traitement des matériaux extraits au lieu-dit "Pierre Bise" sur la commune de Beaulieu-sur-Layon.

ARTICLE 1.1.2 DURÉE DE L'AUTORISATION D'EXPLOITER

L'autorisation d'exploiter la carrière (rubrique 2510-1), incluant la remise en état du site, est accordée pour une durée de 30 années à compter de la date de notification du présent arrêté.

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, conformément aux dispositions de l'article R.181-48 du Code de l'environnement. De plus, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

ARTICLE 1.1.3 LISTE DES RUBRIQUES AU TITRE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les installations classées exploitées relèvent des régimes de l'autorisation ou de l'enregistrement prévus aux articles L.512-1 et L.512-7 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans les tableaux ci-dessous.

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime*
2510-1	Exploitation de carrières ou autre extraction de matériaux 1. Exploitation de carrières	<u>Emprise totale du site :</u> 24 ha 74 a 05 ca dont env. 14,7 ha d'extraction <u>Production maximale :</u> 400 000 t/an	A
2515-1-a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	Puissance de 2212 kW dont une unité mobile de concassage/criblage de 287 kW	E

* A : Autorisation, E : Enregistrement

ARTICLE 1.1.4 LISTE DES RUBRIQUES AU TITRE DE LA NOMENCLATURE EAU

Les opérations prévues dans l'établissement, dans le cadre de l'exploitation des installations classées qui relèvent du régime de l'autorisation prévu aux articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans les tableaux ci-dessous.

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime*
2.1.5.0-1°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha	Surface de 24,7 ha	A
3.2.3.0-1°	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	Plan d'eau d'env. 14,3 ha (après remise en état et remontée des eaux)	A
1.1.2.0-2°	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2° Supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200 000 m³/an	Prélèvement des eaux d'exhaures en fond de fouille (hors eaux pluviales) d'au plus 80 m³/h, soit un volume max. de 68 000 m³/an	D

* A : Autorisation, D : Déclaration

CHAPITRE 1.2 INSTALLATIONS AUTORISÉES

ARTICLE 1.2.1 PRODUCTIONS / TONNAGES / CAPACITÉS AUTORISÉS

La production maximale annuelle (matériaux traités commercialisés) de la carrière ne peut dépasser 400 000 t de matériaux (hors stériles et matériaux de découverte éventuels).

La production totale de matériaux (matériaux traités commercialisés) de la carrière, sur la durée de l'autorisation d'exploiter, est au maximum de l'ordre de 12 000 000 t (hors matériaux de découverte).

ARTICLE 1.2.2 EMPRISE DE L'ÉTABLISSEMENT

Conformément au plan parcellaire joint à la demande et au plan annexé au présent arrêté, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles de la section AC du plan cadastral de la commune de Beaulieu-sur-Layon suivantes :

Numéro de parcelle (p = pour partie)	Surface
105, 106, 107, 108, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 505, 506, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 611, 612, 613, 615, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 642, 643, 645, 646, 690, 691, 692, 693, 694, 748, 749, 751, 753, 756, 758, 760, 761, 765, 767, 769, 782, 784, 786, 788, 789, 794, 796, 873, 874, 930, 932, 934,	24 ha 74 a 05 ca

Numéro de parcelle (p = pour partie)	Surface
936, 938, 940, 942, 943, 945, 946, 948, 950, 952, 954, 956, 958, 960, 962, 964, 966	

La surface totale d'emprise de l'établissement est de 24 ha 74 a 05 ca.

La surface totale d'extraction des matériaux est d'environ 14,3 ha.

ARTICLE 1.2.3 PRINCIPAUX ÉQUIPEMENTS CONNEXES DES INSTALLATIONS

Sont notamment présents au niveau de l'établissement en tant que de besoin :

- des installations de traitement des matériaux fixes et mobiles d'une puissance totale de 2212 kW, dont :
 - 1 poste primaire (concasseur, convoyeurs vers le secondaire),
 - 1 poste secondaire (broyeurs, cribles, convoyeurs),
 - 1 poste tertiaire (broyeur, crible, convoyeurs),
 - 1 unité de concassage/criblage mobile (pouvant traiter des matériaux du site) ;
- des matériels mobiles (pelles hydrauliques, chargeuses, dumpers, foreuse, camion-citerne ou tonne à eau tractée,...).
- des équipements et matériels connexes, notamment :
 - un stockage de granulats au sol et le cas échéant en silo.
 - un transformateur sans PCB,
 - une aire de lavage des engins bétonnée et équipée d'un système de collecte des eaux relié à un séparateur à hydrocarbures ;
 - un pont bascule et des dispositifs de lavage de roues aménagés sur la voie d'accès / sortie de la carrière,
 - du matériel de pompage ;
 - des dispositifs d'arrosage fixes et une rampe d'arrosage des camions en sortie de site ;
 - des bassins de collecte et décantation des eaux ;
 - des locaux (bascule, bureau, un local de vie pour le personnel) ;
 - un dispositif d'assainissement autonome.

Le concasseur primaire est dans l'excavation en cours d'exploitation à une cote de l'ordre de +66 mNGF. Au plus tard au cours de la 3ème phase d'exploitation, le concasseur primaire est descendu à une cote de l'ordre de +38 m NGF dans l'excavation en exploitation.

Les installations fixes de traitement secondaire, tertiaire et de lavage des matériaux sont situées sur une plateforme à une cote de l'ordre de + 55 m NGF, dans l'excavation historique.

Un plan cadastral annexé au présent arrêté permet de localiser les installations classées fixes de traitement des matériaux relevant des rubriques 2515.

D'autres équipements nécessaires à l'exploitation des installations autorisées peuvent être présents en compléments de ceux précédemment listés.

CHAPITRE 1.3 GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.3.1 OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.1.3 relevant de la rubrique 2510-1 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation.

Ces garanties financières n'ont pas vocation à indemniser les tiers qui auraient été victimes des activités exercées dans l'établissement.

ARTICLE 1.3.2 MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les montants sont exprimés en euros TTC pour un taux de TVA à 20 % sur la base de l'indice TP 01 de novembre 2022 égal à 127,3.

Les montants des garanties financières de remise en état des sols calculés selon les modalités de l'arrêté ministériel 9 février 2004 modifié couvrent la durée d'exploitation de la carrière.

Compte tenu de ces indications, les montants s'élèvent à :

- 288 783 € TTC pour la première période quinquennale (0 – 5 ans) ;
- 287 329 € TTC pour la deuxième période quinquennale (6 – 10 ans) ;
- 281 759 € TTC pour la troisième période quinquennale (11 – 15 ans) ;
- 281 759 € TTC pour la quatrième période quinquennale (16 – 20 ans) ;
- 281 759 € TTC pour la cinquième période quinquennale (21 – 25 ans) ;
- 281 759 € TTC pour la sixième période quinquennale (26 – 30 ans).

ARTICLE 1.3.3 ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières actualisées (compte tenu du dernier indice TP01 connu) prévues par l'article R.516-1-2° du Code de l'environnement dans les 15 jours suivants la notification du présent arrêté.

La transmission de l'exploitant précise la valeur de l'indice TP01 et le taux de TVA utilisés.

Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement.

ARTICLE 1.3.4 RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance susmentionnée, un nouveau document attestant la constitution des garanties financières, dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Avec ce document, l'exploitant transmet une note de calcul des montants et le cas échéant les plans associés. Il précise la valeur de l'indice TP01 et le taux de TVA utilisés.

ARTICLE 1.3.5 ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet au moins dans les cas suivants :

- Tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

ARTICLE 1.3.6 RÉVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières ainsi que de tout changement de garant ou de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

Un nouveau document attestant de la constitution des garanties financières est alors transmis au préfet avec les éléments d'appréciation (note de calcul des montants, le cas échéant les plans associés, valeur de l'indice TP01 et du taux de TVA utilisés).

ARTICLE 1.3.7 ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce Code. Conformément à l'article L.171-9 du même Code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 1.3.8 APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le préfet peut faire appel aux garanties financières dans les conditions fixées par l'article R.516-3 du Code de l'environnement.

ARTICLE 1.3.9 LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Cette réalisation est constatée par l'administration, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du Code de l'Environnement.

En application de l'article R.516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 1.4 CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, sauf en ce qu'ils auraient de contraire au respect des prescriptions du présent arrêté, d'arrêtés complémentaires et d'autres réglementations en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état par phases coordonnées, conformément à l'étude d'impact, aux plans de chaque phase et de l'état final annexés au présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande et les éventuels compléments fournis en cours d'instruction, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la mesure où l'exploitant est propriétaire du terrain ou a obtenu de celui-ci le droit de l'exploiter, de l'utiliser y compris pour ce qui concerne les aménagements extérieurs au périmètre des installations classées.

ARTICLE 1.4.2 MODIFICATION DU CHAMP DE L'AUTORISATION

En application des articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 du Code de l'environnement :

- Le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

- Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.
- Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation, doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

ARTICLE 1.4.3 ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.4.4 TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées à l'article 1.1.3 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

ARTICLE 1.4.5 PROLONGATION / RENOUVELLEMENT

En application de l'article R.181-49 du Code de l'environnement, toute demande de prolongation ou de renouvellement de l'autorisation doit être adressée au préfet par l'exploitant 6 mois au moins avant la date d'expiration de la présente autorisation.

ARTICLE 1.4.6 CHANGEMENT D'EXPLOITANT

En application de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement, pour certaines installations, notamment la carrière, dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières, le changement d'exploitant est soumis à une autorisation préfectorale préalable.

ARTICLE 1.4.7 CESSATION D'ACTIVITÉ

Pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte suite à l'arrêt de l'activité est un usage de renaturation, impliquant une désartificialisation ou des opérations de restauration ou d'amélioration de la fonctionnalité des sols, notamment des opérations de désimperméabilisation, à des fins de développement d'habitats pour les écosystèmes au sens du décret n°2022-1588 du 19 décembre 2022 relatif à la définition des types d'usages dans la gestion des sites et sols pollués.

- Au terme de la remontée de l'eau après l'arrêt de l'exploitation, l'excavation résiduelle conduit à la création d'un plan d'eau d'environ 14,3 ha et de secteurs à vocation écologique.

Au moins 6 mois avant la mise à l'arrêt définitif de la carrière relevant du régime de l'autorisation et au plus tard 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt.

Les résultats de l'étude prescrite à l'article 5.3.3 du présent arrêté sont joints à cette notification.

En outre, l'exploitant place le site des installations dans un état tel qu'il ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette les usages futurs du site prévus au début du présent article.

CHAPITRE 1.5 LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATIONS APPLICABLES

ARTICLE 1.5.1 ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX ANTÉRIEURS

Pour les installations au sein de l'emprise indiquée à l'article 1.2.2 du présent arrêté, les dispositions du présent arrêté se substituent à celles :

- de l'arrêté préfectoral D3-91 n°686 du 03 décembre 1991 susvisé ;
- de l'arrêté préfectoral DIDD2020 n°69 du 21 avril 2020 susvisé ;
- de l'arrêté préfectoral D1-84-1045bis du 12 novembre 1984 susvisé ;
- du récépissé de déclaration du 11 avril 1988 susvisé ;
- de l'arrêté préfectoral DIDD2020 n°73 du 29 avril 2020 susvisé.

ARTICLE 1.5.2 TEXTES GÉNÉRAUX APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- l'arrêté du 31 mars 1980 du Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter un risque d'explosion ;
- les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 du Ministre de l'Environnement relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.543-1 du Code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

TITRE 2 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

ARTICLE 2.1.1 OBJECTIFS

Au sens du présent arrêté, le terme « installations » regroupe tant les outils de production et les utilités nécessaires à leur fonctionnement que les équipements de traitement des émissions de tout type de l'établissement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations (y compris les opérations de remise en état du site), pour prévenir, en toutes circonstances, la dissémination ou le déversement, chronique ou accidentel, direct ou indirect, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés par le Code de l'environnement, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Tout rejet ou émission non prévu au présent arrêté ou non conforme à ses dispositions est interdit. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents. Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduits que possible.

L'exploitation des installations, y compris les opérations de remise en état du site doivent, à tout moment :

- garantir la sécurité du public et du personnel, et la salubrité des lieux ;
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement ;
- s'attacher à limiter l'impact sur la biodiversité (cf. chapitre 3.3) ;
- respecter les éventuelles servitudes existantes.

ARTICLE 2.1.2 EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

L'exploitant limite, autant que faire se peut, ses émissions de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. L'exploitant procède à un bilan qui présente ses émissions de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie rapportées à la tonne de matériaux produite. Il entretient ce bilan annuellement, visant à optimiser l'efficacité de l'utilisation de l'énergie dans l'établissement.

ARTICLE 2.1.3 RELATIONS AVEC LES TIERS INTERFÉRANT AVEC L'EXPLOITATION

Il est interdit de laisser à des tiers (agriculteur, apiculteur, ...) l'utilisation, même partielle du site, avant le terme de l'exploitation sans qu'une convention, co-signée, précisant les conditions de sécurité à respecter et la nécessité de satisfaire aux dispositions du présent arrêté n'ait été préalablement établie entre les tiers et l'exploitant.

Une convention est également établie entre l'exploitant et les tiers, dont les activités sont susceptibles d'interférer avec celles de l'exploitant.

La convention définit les modalités des gestions des parties communes aux activités de chaque exploitant (le cas échéant accès, circulation, gestion des eaux, moyens d'alerte et de secours,...) dans le respect du présent arrêté ainsi que la responsabilité de chacun dans leur exploitation (entretien, mise à disposition, utilisation,...) en fonctionnement normal et dégradé. La convention vise à assurer la préservation de l'environnement et la sécurité (des personnes, biens,...). La convention précise les conditions d'informations réciproques en cas d'incident ou d'accident.

L'ensemble des personnels concernés (de l'exploitant et des tiers) en est informé.

Cette convention est tenue à la disposition de l'inspection.

ARTICLE 2.1.4 CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes prennent en compte les contraintes liées au maintien des enjeux écologiques (habitats, biodiversité...), ainsi que celles liées à la sécurité et/ou à la protection de l'environnement.

Ces consignes sont portées à la connaissance des personnes concernées (salariés et tiers appelés à intervenir dans l'établissement).

CHAPITRE 2.2 SURVEILLANCE – ACCIDENTS

ARTICLE 2.2.1 SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des enjeux écologiques en présence, des produits et équipements utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.

Les incidents de fonctionnement, les dispositions prises pour y remédier ainsi que les résultats des mesures et contrôles de la qualité des émissions auxquels il a été procédé sont relevés sur un registre dédié tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et qui peut être informatisé.

Les équipements de protection de l'environnement et de maîtrise des émissions mis en place sont maintenus en permanence en bon état et périodiquement vérifiés. Ces vérifications font l'objet de comptes-rendus tracés.

L'exploitant veille à la formation de son personnel sur les aspects liés à l'exploitation des installations ainsi que sur les intérêts environnementaux (eau, poussières, bruit vis-à-vis des riverains...) et écologiques.

ARTICLE 2.2.2 SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE

Article 2.2.2.1 Surveillance des émissions de toute nature

Les prélèvements, analyses et autres mesures sont réalisés par des personnes compétentes selon les normes, ou à défaut selon les règles de l'art, en vigueur au moment de leur exécution. Des méthodes de terrains peuvent être utilisées pour la gestion de l'établissement au quotidien si elles sont régulièrement corrélées à des mesures de laboratoire réalisées conformément aux normes en vigueur.

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder, tous les 3 ans (ou toutes les 3 mesures lorsque la fréquence de mesure est d'au moins 3 ans) à des mesures, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme de surveillance. Lorsque la réglementation le prévoit, celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Ces mesures portent sur l'ensemble des paramètres définis par le présent arrêté.

Article 2.2.2.2 Principe de surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement et pour justifier, a minima, du respect des dispositions du présent arrêté (émissions de toutes

natures, préservation de la biodiversité, stabilité des terrains, ...), l'exploitant définit et met en œuvre un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets. Il adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions des installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'administration.

La réalisation du programme de surveillance doit permettre une connaissance rapide des résultats conduisant l'exploitant à une éventuelle action corrective dans les meilleurs délais.

Les contrôles, prélèvements et analyses spécifiques sont effectués dans des conditions représentatives de l'activité et les frais engagés sont à la charge de l'exploitant.

Indépendamment de la surveillance explicitement prévue, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles, prélèvements et analyses spécifiques aux installations et à leurs effets dans l'environnement afin de vérifier le respect des dispositions réglementaires applicables. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures des émissions programmées.

Article 2.2.2.3 Suivi, analyse et interprétation des résultats de la surveillance

L'exploitant analyse et interprète les résultats de la surveillance.

En cas de résultat non satisfaisant, l'exploitant définit et met en œuvre les actions nécessaires pour revenir à une situation satisfaisante. Il en informe immédiatement l'inspection des installations classées. Simultanément ou dans un bref délai qui suit, l'exploitant informe l'inspection des installations classées des actions engagées pour revenir à une situation satisfaisante.

En outre, la justification de l'efficacité des actions mises en œuvre est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Lorsque des résultats de surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées, ils sont systématiquement accompagnés des commentaires de l'exploitant qui en a fait une analyse préalable, ceci que les résultats soient satisfaisants ou non satisfaisants. Si les résultats ne sont pas satisfaisants, les commentaires exposent les actions engagées (nature, délai de mise en œuvre, efficacité,...) pour revenir à une situation satisfaisante et pour s'assurer de leur efficacité.

Article 2.2.2.4 Conservation des résultats de la surveillance

Les enregistrements, comptes rendus de contrôles, résultats de vérifications et registres (ces documents peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder) sont conservés pendant la durée de l'autorisation d'exploiter.

Les rapports de surveillance et d'inspection ainsi que les documents relatifs à l'autorisation sont conservés par l'exploitant de manière à garantir le transfert approprié des informations, notamment en cas de changement d'exploitant prévu par l'article R.181-47 du Code de l'environnement.

ARTICLE 2.2.3 DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par le Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'événement, les effets sur les personnes et

l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter qu'un événement similaire ne se reproduise et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis à l'inspection des installations classées, dans les 15 jours qui suivent l'accident ou l'incident.

Plus généralement, l'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées en cas d'accident et lui indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.

CHAPITRE 2.3 PLANS - ENQUÊTE ANNUELLE

ARTICLE 2.3.1 PLANS

Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, d'échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles.

Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement :

- Les dates de levé,
- Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- L'emplacement des bornes (y compris celles de nivellement) ;
- Les limites du périmètre sur lequel porte l'extraction de matériaux ;
- Les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois, fronts d'excavation ainsi que des stockages de matériaux ;
- Les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation sont définis en m NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille, des remblais, des stockages de déchets d'extraction et des stocks ;
- La position des ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan ou un plan complémentaire :

- Les zones en cours d'exploitation ;
- Les zones exploitées en cours de remise en état ;
- Les zones remises en état et la nature de la remise en état effectuée ;
- Les éventuels secteurs en eau ;
- Les zones particulières de préservation au sein de l'emprise autorisée (secteurs liés à la biodiversité,...) ;
- La localisation des installations (traitement des matériaux, transit, bassins, aire étanche, ...) et les stocks de matériaux dont produits finis ;
- La localisation du talweg busé, des pistes, clôtures et accès ;
- Les cours d'eau, fossés, voies ou chemins publics limitrophes.

ARTICLE 2.3.2 ENQUÊTE ET RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUELS

Avant le 31 mars de chaque année, pour ce qui concerne l'année précédente, l'exploitant est tenu de se conformer aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

A cet effet, l'exploitant renseigne les informations sur le site internet de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet.

Un défaut de renseignement est interprété comme une absence d'exploitation.

Simultanément, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, la mise à jour annuelle du plan prévu à l'article 2.3.1.

TITRE 3 PATRIMOINE – PAYSAGE - MILIEU NATUREL

CHAPITRE 3.1 PATRIMOINE

ARTICLE 3.1.1 DÉCOUVERTE ARCHÉOLOGIQUE

Les articles L.114-3 à L.114-5 et L.531-14 du Code du Patrimoine s'appliquent lorsque, en cas de découvertes fortuites, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des vestiges ou objets archéologiques sont mis au jour, l'inventeur et le propriétaire sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, lequel doit prévenir la direction régionale des affaires culturelles des Pays-de-la-Loire (service régional de l'archéologie).

L'exploitant veille à faciliter l'accès au terrain pour le personnel du service régional de l'archéologie afin que celui-ci puisse effectuer tout contrôle nécessaire à l'identification éventuelle de vestiges archéologiques inconnus le jour de notification du présent arrêté.

CHAPITRE 3.2 PAYSAGE

ARTICLE 3.2.1 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Les aménagements paysagers existants par le présent arrêté sont conservés et entretenus jusqu'au terme de l'autorisation d'exploiter.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. L'exploitant réalise un suivi visuel régulier de son site afin de s'assurer de sa bonne intégration paysagère, avec une attention particulière au niveau de l'accès.

CHAPITRE 3.3 MILIEU NATUREL – FAUNE ET FLORE

L'exploitant informe explicitement les personnes évoluant sur le site des milieux à conserver, de leur localisation et au besoin de la nature et des périodes d'intervention possibles sur ces milieux.

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite sur le site.

ARTICLE 3.3.1 MESURES D'ÉVITEMENT

L'exploitant met en œuvre les mesures d'évitement suivantes :

- ME01 : Éradication du Xénope lisse ;
- ME02 : Adaptation des périodes de modifications des points d'eau pour éviter les phase de reproduction des amphibiens.

Des fiches détaillant les modalités de mise en œuvre de ces mesures figurent en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 3.3.2 MESURES DE RÉDUCTION

L'exploitant met en œuvre la mesure de réduction suivante :

- MR01 : Éviter la destruction d'amphibiens lors de la suppression ou du déplacement de points d'eau temporaires ou permanents.

Une fiche détaillant cette mesure figure en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 3.3.3 MESURES COMPENSATOIRES

Aucune mesure compensatoire n'est demandée.

ARTICLE 3.3.4 MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

L'exploitant met en œuvre la mesure d'accompagnement suivante :

- MA01 : Limiter si nécessaire l'enrichissement des pelouses et gazons patrimoniaux par une mise en pâturage.

Une fiche détaillant les modalités de mise en œuvre de cette mesure figure en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 3.3.5 MESURES DE SUIVI

Des suivis naturalistes sont réalisés tous les 2 ans par l'exploitant sur toute la durée de l'autorisation d'exploiter. L'exploitant fait réaliser ces suivis par un expert écologue.

L'exploitant met en œuvre les mesures de suivis suivantes :

- MS01 : Suivi des populations d'amphibiens ;
- MS02 : Suivi de la flore et de la faune pour s'assurer du maintien des pelouses et gazons patrimoniaux et des espèces sensibles associées.

Des fiches détaillant les modalités de mise en œuvre de ces mesures figurent en annexe du présent arrêté.

Ces suivis font l'objet d'un compte rendu précis après chaque intervention et des mesures correctrices sont préconisées si nécessaire.

Les compte-rendus sont transmis à la Direction départementale des territoires de Maine-et-Loire (Service Eau, Environnement et Biodiversité), et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.3.6 DONNÉES BRUTES DE BIODIVERSITÉ

L'exploitant dépose, au plus tard à la fin de la période de chacun des suivis, les données brutes d'observations des espèces acquises sur le site www.projets-environnement.gouv.fr.

La plateforme Depobio est destinée au dépôt légal des données de biodiversité (<https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/>).

Le récépissé de dépôt devra être transmis à la DDT et à la DREAL à chaque dépôt.

TITRE 4 AMÉNAGEMENTS ET CONDUITE DE L'EXPLOITATION

CHAPITRE 4.1 AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES À LA POURSUITE

ARTICLE 4.1.1 PANNEAUX DE SIGNALISATION ET D'INFORMATION DU PUBLIC

L'exploitant est tenu de mettre en place sur la voie d'accès au chantier d'extraction de matériaux un panneau indiquant en caractères apparents :

- son identité (raison sociale et adresse de l'exploitant),
- la référence de l'autorisation (numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation),
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Le panneau est en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.

L'exploitant est tenu d'installer en tous points nécessaires, en périphérie du site :

- des panneaux interdisant l'accès du public au site,
- des panneaux avertissant des dangers du site.

ARTICLE 4.1.2 BORNAGE

Préalablement à l'exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et au minimum une borne de nivellement ; ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,
- un piquetage à l'avancement en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et, le cas échéant, les distances de recul imposées au présent arrêté. Ces piquets sont conservés, maintenus repérables et dégagés de la végétation pendant toute la durée nécessaire à l'exploitation des secteurs concernés.

Un plan de bornage est établi. La position du piquetage complet à mettre en place y est repérée. Un exemplaire de ce plan est conservé sur le site d'exploitation afin de pouvoir être présenté lors de tout contrôle de l'administration. Un exemplaire de ce plan est transmis avec la transmission de l'information du préfet prévue à l'article 4.1.6 du présent arrêté.

ARTICLE 4.1.3 EAUX DE RUISSELLEMENT

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement, un réseau de dérivation des eaux de ruissellement, empêchant ces dernières d'atteindre les zones en cours d'exploitation, est mis en place à la périphérie de ces zones.

ARTICLE 4.1.4 ACCÈS AUX INSTALLATIONS

L'accès se fait au nord-est du site, depuis la RD 54. La sortie se fait au même endroit, en sens inverse.

Un panneau « Stop » et un marquage au sol sont présents sur la voie de sortie, au niveau de sa jonction avec la voie publique.

Le débouché des camions est signalé de manière adaptée de part et d'autre de l'accès à la carrière sur la RD54, en accord avec le gestionnaire de cette voie.

Les accès aux voiries publiques sont aménagés, en accord avec les services gestionnaires compétents et la municipalité concernée, de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique.

L'exploitant assure l'entretien courant de ces aménagements durant l'exploitation.

Les accès et leurs aménagements sont entretenus et permettent en quittant le site, une bonne visibilité des usagers des voies publiques.

L'aménagement des accès ne fait pas obstacle l'écoulement des eaux pluviales. L'écoulement des eaux pluviales doit, s'il y a lieu, faire l'objet d'aménagement afin de limiter le ruissellement sur les voies publiques.

Toute disposition est prise afin de rendre possible l'accès des engins de secours à partir de la voie publique.

ARTICLE 4.1.5 INTERDICTION D'ACCÈS – CLÔTURE

Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, les accès sont interdits, sauf exceptionnellement aux personnes autorisées par l'exploitant. Dans ce cas, l'exploitant définit et prend les mesures ad'hoc nécessaires pour assurer la préservation de l'environnement et la sécurité (des personnes, biens, etc.).

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Un affichage explicite et lisible indiquant les risques associés est présent et positionné de façon à être nécessairement visible. Le danger est notamment signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de chargement de matériaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Des dispositifs de protection sont en place au sommet des fronts et talus, voire au pied, afin de les sécuriser.

L'accès aux zones à risque de noyade, lorsqu'elles existent, est limité par la présence de clôtures ou a minima au moyen d'obstacles matériels et est signalé par des panneaux.

Les voies d'accès sont munies de barrières tenues fermées en dehors des heures d'exploitation. Ces barrières sont positionnées avec un recul, de telle sorte qu'un éventuel véhicule poids-lourd en attente de leur ouverture ne stationne pas sur la voie publique.

Les clôtures et barrières sont solides, efficaces et régulièrement entretenues.

ARTICLE 4.1.6 RÉALISATION DES TRAVAUX PRÉLIMINAIRES

Lorsque les travaux, pour la poursuite de l'exploitation, mentionnés aux articles 4.1.1 à 4.1.5 sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet. Cette information est accompagnée des justificatifs de réalisation des aménagements.

Le plan de gestion des déchets d'extraction prévu à l'article 6.7.5, mis à jour, est joint à cette information.

CHAPITRE 4.2 CONDUITE DE L'EXPLOITATION

ARTICLE 4.2.1 HORAIRES

Les horaires habituels d'activité sont de 7h00 à 17h30 du lundi au vendredi. L'amplitude horaire peut néanmoins être étendue jusqu'à 20h00. Pour répondre à des chantiers spécifiques, cette amplitude peut, ponctuellement, être élargie sur la période nocturne. L'exploitation ne fonctionne pas les jours fériés, ni les samedis et les dimanches, hors opérations de maintenance.

ARTICLE 4.2.2 QUANTITÉS DE MATÉRIAUX

Les quantités de matériaux sortant de l'établissement sont comptabilisées par pesées.

ARTICLE 4.2.3 CIRCULATION DES ENGINS ET VÉHICULES

A l'intérieur du site :

Un plan de circulation et une signalisation, visibles et explicites, sont en place à l'entrée du site et précisent notamment la limitation de vitesse.

La circulation sur le site est aménagée de manière à séparer au maximum les différents flux de trafic (engins, véhicules de transport internes ou externes, ...).

Les véhicules circulent sur les voies, espaces, pistes de circulation aménagés et entretenues pour accéder aux installations (front d'exploitation, zone de chargement et de déchargement, stockage, ...). La piste principale d'accès est revêtue d'un enrobé au moins jusqu'au pont bascule.

La vitesse est limitée à 30 km/h.

Un panneautage est mis en place autour de l'excavation et les pistes de circulation sont maintenues à une distance suffisante du bord des talus pour ne pas créer d'instabilité. Cette distance n'est pas inférieure à 5 m.

En tant que de besoin, un arrosage est effectué sur les zones de passages et les stocks afin de limiter les émissions de poussières.

A l'extérieur du site :

Toutes dispositions sont prises pour que les véhicules sortant de l'installation et leur chargement ne soient pas à l'origine de nuisances par pertes de matériaux, envols ou dépôts chez des tiers ou sur la voie publique (roues propres, chargement stabilisé,...).

Un dispositif de lavage des roues (rotoluve à jets ou équivalent) efficace est présent et régulièrement entretenu.

L'exploitant signale les anomalies de chargement qu'il détecte aux transporteurs.

Si besoin, l'exploitant assure le nettoyage (balayage,...) des portions de voies publiques impactées par son activité en accord avec les gestionnaires.

L'exploitant s'assure que les camions de transport des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou avec un dispositif équivalent. Les camions passent systématiquement sous la rampe d'arrosage avant de sortir du site.

L'exploitant met en place une convention de participation de remise en état de la chaussée avec le département de Maine-et-Loire. La contribution de l'exploitant à l'entretien et à la remise en état des voiries est réglée conformément à l'article L.131-8 du Code de la Voirie Routière, notamment en cas de dégradation anormale créée par l'exploitation des installations.

ARTICLE 4.2.4 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que, à titre d'exemples, produits absorbants,...

ARTICLE 4.2.5 EXTRACTION DE MATÉRIAUX

L'extraction de matériaux est réalisée en 6 phases quinquennales, conformément aux plans de phasage d'exploitation et de remise en état du site annexés au présent arrêté lorsqu'ils ne s'opposent pas aux dispositions précisées dans le présent arrêté.

L'extraction est réalisée à ciel ouvert, en fouille hors d'eau. Le fond de fouille est, au besoin, maintenu hors d'eau par un pompage d'exhaure.

L'abattage des matériaux du gisement de spilite est réalisé au moyen d'explosifs.

Article 4.2.5.1 Épaisseur et profondeur d'extraction

L'épaisseur maximale d'extraction et la cote minimale d'exploitation sont de :

- Épaisseur maximale d'extraction : 150 mètres environ ;
- Cote minimale du fond de fouille : - 55 m NGF.

Article 4.2.5.2 Front d'exploitation

L'extraction est réalisée par fronts successifs d'au plus 15 m de hauteur, séparés par des banquettes résiduelles d'au moins 5 m de large.

La pente des fronts rocheux n'excède en aucun cas 79° sur l'horizontale.

Les fronts de taille arrivés en position ultime au cours de l'exploitation sont immédiatement purgés et rectifiés et la banquette de largeur adaptée est maintenue entre les paliers.

Un contrôle de la stabilité lors du profilage définitif des fronts est effectué afin de valider la largeur finale des banquettes.

La hauteur, la pente des fronts et la largeur des banquettes sont déterminées par l'exploitant en fonction de l'évaluation des risques prévue conformément aux dispositions du Code du travail (dans le document unique d'évaluation des risques professionnels), qui prend en compte la stabilité des fronts.

L'exploitant met en œuvre les préconisations formulées dans l'étude de stabilité des fronts d'exploitation annexée à l'étude de dangers figurant dans sa demande d'autorisation d'exploiter susvisée, compte tenu de la configuration et de la nature du gisement et des matériaux de recouvrement.

Ces préconisations prévoient notamment (non exhaustif), au regard des éléments connus, les principes suivants en termes de géométrie des fronts d'approfondissement de l'excavation :

Front		
Position	Hauteur max. (m)	Pente max. sur l'horizontal
+65 mNGF à +53 m NGF	12	76°
+53 mNGF à +38 m NGF	15	79°
+38 mNGF à +25 m NGF	13	77°
+25 mNGF à +12 m NGF	13	77°
+12 mNGF à +10 m NGF	12	76°
0 mNGF à -10 m NGF	10	76°
-10 mNGF à -25 m NGF	15	76°
-25 mNGF à -40 m NGF	15	76°
-40 mNGF à -55 m NGF	15	76°

La pente des talus supérieurs dans les matériaux de recouvrement est inférieure à 45° sur l'horizontale.

Les fronts de tailles sont exploités sans créer d'instabilité.

ARTICLE 4.2.6 TRAITEMENT DES MATÉRIAUX EXTRAITS

L'installation de traitement est constituée d'équipements fixes et mobiles dont les principaux équipements et la position sont mentionnés à l'article 1.2.3 du présent arrêté.

ARTICLE 4.2.7 GESTION ET STOCKAGE DES DÉCHETS D'EXTRACTION

Pour les matériaux ne pouvant être valorisés, l'exploitant met en œuvre les dispositions prévues par le plan de gestion des déchets d'extraction prescrit à l'article 6.7.5 du présent arrêté dans le respect des autres dispositions du présent arrêté.

L'exploitant s'attache à réduire autant que possible la production de déchets d'extraction (et issus du traitement des matériaux extraits). Les déchets inertes d'extraction (et issus du traitement des matériaux extraits) sont préférentiellement valorisés.

Le volume de déchets d'extraction inertes produits dans les installations sur la durée complète de l'autorisation est estimé à environ 15 000 m³ (500 m³/an). Il s'agit essentiellement de boues (curage de bassins) mises en stockage définitif le long des pistes d'accès à la fosse historique du site.

Les déchets inertes d'extraction (environ 9000 m³) produits dans le cadre d'autorisations antérieures sont stockés dans le merlon périphérique au nord et ouest de la carrière.

L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage correspondantes.

TITRE 5 PRÉVENTION DES RISQUES

CHAPITRE 5.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 5.1.1 DISTANCES LIMITES

Article 5.1.1.1 Extraction

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

La bande de terrain ainsi constituée au regard des dispositions précédentes ne fait l'objet d'aucune extraction.

L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

L'excavation peut-être réalisée uniquement dans le périmètre prévu par la demande d'autorisation d'exploiter susvisée (sans préjudice des distances susmentionnées, la limite d'exploitation (rubrique 2510) figure sur le plan cadastral annexé au présent arrêté.

Article 5.1.1.2 Stockage et entreposage de matériaux

Les stockages et entreposages même temporaires de matériaux sont réalisés de façon à assurer la stabilité des matériaux. Ils sont positionnés à une distance suffisante de la périphérie du site pour qu'en cas d'instabilité, aucun mouvement des matériaux n'atteigne les terrains voisins. Leur mise en œuvre et leur emplacement assurent la préservation des enjeux environnementaux liés notamment à la biodiversité, à l'intégration paysagère et à la stabilité.

ARTICLE 5.1.2 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Les installations, comprenant tant leurs abords que leurs aménagements intérieurs, sont conçues de manière à limiter la propagation d'un sinistre, à permettre une intervention rapide et aisée des secours, à éviter tout incident ou perte de temps susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens de lutte et faciliter l'évacuation du personnel.

Pour cela les dispositions suivantes sont notamment mises en œuvre :

- l'exploitant fixe des règles de circulation pour éviter d'endommager les installations et d'encombrer la voie des engins et les accès de secours, même en dehors des heures d'exploitation. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par tout moyen approprié (panneaux de signalisation, consignes...);
- l'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- les véhicules ou engins dont la présence est liée à l'exploitation stationnent sans occasionner de gêne en laissant les accès nécessaires aux pompiers et les issues de secours dégagées, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour assurer la stabilité des aménagements qu'il a réalisés. Ces aménagements ne doivent pas être à l'origine de risques (mouvement de terrain, de matériaux, coulée de boue,...) pouvant avoir des conséquences à l'extérieur de l'emprise du site.

ARTICLE 5.1.3 CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions réglementaires relatives à la protection et à la santé des travailleurs, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent

arrêté sont établies et portées à la connaissance des utilisateurs de la carrière, au besoin par un affichage placé judicieusement sur le site.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les interdictions de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir, récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses (carburant, huile ou autre polluant) ;
- les dispositions particulières pour assurer la préservation de secteurs de biodiversité ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services concernés à informer (d'incendie et de secours, inspection des installations classées, du gestionnaire des voies périphériques,...).

ARTICLE 5.1.4 PRODUITS DANGEREUX

L'exploitant dispose en permanence des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un plan des stockages indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux stockés sur le site. Ce plan est daté et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger correspondants.

Il n'y a aucun stockage permanent d'explosifs sur le site. Des explosifs sont présents uniquement pour les besoins des tirs de mines.

Tout dépôt de bouteilles de gaz est éloigné d'une distance minimum de 10 m de stockage de matière combustible ou inflammable ou en est séparé par un mur de résistance au feu minimale REI 120.

ARTICLE 5.1.5 INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Les installations électriques respectent les dispositions du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Les adjonctions, modifications, réparations et entretiens des installations électriques sont exécutés dans les mêmes conditions par un personnel qualifié, avec un matériel approprié.

A l'intérieur des zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, le matériel électrique est réduit au strict besoin de fonctionnement des installations et est entièrement constitué de matériel utilisable dans les atmosphères explosives. Il respecte les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Le plan des éventuelles zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. Ce plan est régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

ARTICLE 5.1.6 FORMATION DU PERSONNEL

L'exploitant veille à la formation et à la qualification de son personnel notamment dans le domaine de la sécurité. Il s'assure que le personnel concerné connaît les risques liés aux installations utilisées et les consignes de sécurité et d'exploitation.

La formation porte notamment sur les risques rencontrés sur le site, la prévention du risque d'incendie, la manipulation des moyens de lutte incendie, la connaissance des consignes de sécurité et d'exploitation, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident, les moyens de protection et de prévention (en particulier l'arrêt de rejet d'eau susceptible d'être polluée vers le milieu naturel ainsi que le confinement des eaux d'extinction en cas de sinistre), la surveillance relative à la stabilité des terrains.

Cette formation qui est adaptée et proportionnée aux enjeux du site et aux postes occupés, est entretenue.

Des exercices adaptés sont effectués périodiquement et portent notamment sur le traitement d'une pollution accidentelle.

Le personnel en charge du minage dispose des formations ad hoc adaptées et correspondant aux explosifs et équipements employés et au moins d'un recyclage annuel.

CHAPITRE 5.2 PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE

ARTICLE 5.2.1 AUTORISATION DE TRAVAIL - PERMIS DE FEU

Sur les installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

ARTICLE 5.2.2 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Les moyens de lutte contre l'incendie sont judicieusement répartis dans l'établissement. Ces matériels sont en nombre suffisant et immédiatement disponibles. Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont appropriés aux risques (extincteurs à poudre polyvalente, CO₂...). Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

L'établissement dispose notamment :

- d'équipements de lutte contre l'incendie dans les engins ;

- d'une réserve d'eau d'au moins 120 m³ (constituée le cas échéant par le bassin de décantation nord), accessible, en toute circonstance, aux véhicules de lutte contre l'incendie avec une aire d'aspiration stabilisée d'une surface minimale de 32 m² (8 m x 4 m) conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. Cette réserve est équipée d'une canne d'aspiration pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter avec un raccord standard. Un panneau signale cette réserve (lettres blanches fond rouge précisant « réserve d'incendie capacité 120 m³ »).
- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée aux risques et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre (pelle,...).

En cas d'incendie, les eaux polluées sont collectées et stockées sur le site en vue de leur élimination, le cas échéant, le pompage des eaux est stoppé.

Une vanne est présente au niveau de l'exutoire de rejet d'eau du site pour permettre de contenir, le cas échéant, les eaux d'extinction en cas d'incendie.

Le site doit en permanence être accessible aux engins de secours.

Le personnel présent dispose d'une liaison téléphonique permettant de joindre les services de secours (18 ou 112).

CHAPITRE 5.3 PRÉVENTION DES RISQUES GÉOTECHNIQUES

ARTICLE 5.3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les dispositions suivantes complètent les prescrites prévues notamment aux articles 4.1.5, 4.2.5.2 et 5.1.1.

L'exploitation des fronts d'exploitation ou dépôts (y compris de stériles), des stocks, se fait sans créer de sous-cavage. Les fronts d'exploitation, merlons, verses ou dépôts (y compris de stériles) sont stabilisés et rectifiés aussi souvent que nécessaires, le cas échéant.

Les fronts de taille, notamment arrivés en position ultime au cours de l'exploitation, sont immédiatement purgés et rectifiés de façon à prévenir tout risque de chute de blocs.

ARTICLE 5.3.2 SURVEILLANCE GÉOTECHNIQUE

Outre les mesures de surveillance édictées notamment aux articles 4.2.5.2, les zones de travail font l'objet d'une surveillance régulière avant la reprise et après la cessation des travaux, et tout particulièrement après les périodes de fortes pluies, de gel, de crue ou les reprises après arrêt de travail prolongé.

En cas d'identification d'un risque de chutes ou de mouvement de matériaux ou de terrain, l'exploitant détermine et met en œuvre les dispositions adaptées (interdiction d'accès, purge, comblement, rectification, piège à cailloux,...).

ARTICLE 5.3.3 ÉTUDE DE STABILITÉ

En tant que de besoin, l'exploitant actualise et complète l'étude de stabilité annexée à l'étude de dangers figurant dans sa demande d'autorisation d'exploiter susvisée, notamment en cas d'évolution par rapport à la situation prise en compte par les études antérieures (mouvement de terrain, discontinuités, fracturations, ...).

Cette étude est actualisée dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté puis elle est renouvelée par le passage annuel d'un géotechnicien. Elle porte sur l'analyse de la stabilité des fronts du massif rocheux dans sa globalité.

Sur la durée de l'exploitation, un bilan quinquennal relatif à la stabilité est réalisé. Au regard de ce bilan et en l'absence d'évolution des désordres géotechniques observés sur et autour du site, la fréquence de passage d'un géotechnicien pourra être réévaluée après accord de l'administration.

L'exploitant tient l'étude à jour, à la disposition de l'inspection des installations classées et prend en compte ses préconisations.

L'étude de stabilité complète du site est actualisée préalablement à la mise à l'arrêt définitif de l'installation, afin d'en tenir compte.

TITRE 6 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1 PRINCIPES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter et réduire les émissions de polluants dans les eaux, l'air ou les sols, les émissions sonores, les émissions lumineuses, les vibrations, le trafic et l'impact visuel.

L'exploitant prend toutes les dispositions de manière à limiter et réduire les émissions polluantes dans l'environnement, en fonctionnement normal ou accidentel. À cet effet, il privilégie des solutions techniques sûres, la limitation des consommations d'énergie et d'eau, la mise en œuvre de technologies propres, les techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets et la réduction des quantités rejetées.

Les voies de circulation internes et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues en permanence.

L'exploitant s'assure que l'exploitation des installations n'altère pas les conditions de visibilité des usagers des voies de circulation routières voisines, ou des riverains (poussières, émissions lumineuses,...).

CHAPITRE 6.2 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 6.2.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du Code de l'environnement. Elles respectent les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire-Bretagne et du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Layon Aubance Louets.

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux usées domestiques ;
- les eaux utilisées dans le process (lavage, abatage poussières, nettoyage camions ..) ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales non polluées.

Les dispositifs de collecte d'hydrocarbures (séparateur d'hydrocarbures, ...), les rétentions sont nettoyés aussi souvent que nécessaire, et, dans tous les cas, au moins tous les 2 ans. L'exploitant conserve pendant cinq ans tous les documents justifiant de l'entretien régulier de ces équipements et de leur point de collecte ainsi que de l'élimination des déchets qui en découlent.

Des dispositions sont prises pour limiter l'arrivée d'eaux de ruissellement pluviales vers les réseaux de collecte d'effluents susceptibles d'être pollués (aire de ravitaillement,...).

Les dispositifs de gestion des eaux (fossés, bassins, busage, déversoir, etc.) et leurs abords sont dimensionnés et entretenus afin d'assurer correctement leur fonction et de ne pas conduire à des désordres, notamment à l'amont ou à l'aval de l'établissement.

S'il est démontré qu'un ou plusieurs ouvrages de captages d'eau périphérique (puits, forage,...) à la carrière, dûment autorisés de tiers subit une baisse de production imputable à la carrière, l'exploitant prend des mesures adaptées pour compenser le préjudice.

Dans l'hypothèse où l'excavation mettrait au jour une fracture conduisant à des arrivées d'eau du Layon, l'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées en exposant les actions qu'il met en œuvre pour y pallier (travaux de colmatage, etc.).

ARTICLE 6.2.2 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en utilisation normale ou en cas d'accident (rupture ou fuite de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses ou insalubres dans les égouts publics ou vers le milieu naturel, en particulier :

I - Le ravitaillement et le lavage des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les effluents collectés sur l'aire étanche de ravitaillement sont évacués comme déchets ou traités dans un débourbeur séparateur à hydrocarbures.

Les éventuelles eaux souillées, liquides et résidus collectés dans un débourbeur séparateur à hydrocarbures sont évacués comme déchets.

Le dispositif de ravitaillement est équipé d'un pistolet de distribution à arrêt automatique. Les flexibles de distribution ou de remplissage sont entretenus en bon état de fonctionnement. Il existe une surveillance lors du remplissage des réservoirs et lors du transfert de fluides potentiellement polluants.

II - L'exploitant dispose sur le site, de kits d'intervention contenant le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures et notamment de produit absorbant en sacs transportables. Des kits d'intervention d'urgence, sont présents dans les engins et à proximité des stockages de produits polluants.

III - Le stockage et la manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

IV - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

Les cuvettes de rétention sont conçues pour résister à l'action physique (poussée,...) et chimique (corrosion,...) des liquides éventuellement répandus et collectés.

Elles sont correctement entretenues et s'il y a lieu débarrassées, dans des conditions adaptées, des eaux météoriques et autres éléments pouvant les encombrer. Elles ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou vers le milieu naturel récepteur, même via un deshuileur ou séparateur d'hydrocarbures.

Les fonds des cuvettes de rétention sont maintenus propres et désherbés. L'environnement des cuvettes de rétention ne doit pas être susceptible de faciliter la propagation d'un incendie depuis ou vers celles-ci.

V - Les produits récupérés en cas de pollution accidentelle ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

VI - Tous les véhicules et engins circulant sur la carrière sont entretenus régulièrement et toute fuite sur un véhicule ou un engin entraîne son arrêt et sa mise en réparation immédiate.

ARTICLE 6.2.3 GESTION DES EAUX

Les écoulements d'eaux pluviales sur la carrière et ses aménagements ne doivent pas, par leur volume, leur nature ou par entraînement d'éléments provoquer des dégradations à l'extérieur du site.

Les écoulements superficiels provenant du bassin versant amont à l'extérieur de la carrière, transit par un bassin tampon présent, au nord, au sein de l'établissement puis s'écoulent par le busage (canalisation du talweg) jusqu'à un exutoire situé au sud de la carrière, à +59,30 m NGF, afin de se déverser puis de rejoindre le Layon. Les éventuels regards donnant accès à ce busage, notamment pour son entretien, sont aménagés de sorte qu'aucun écoulement ou dépôt (eaux chargées, fines, granulats,...) dans l'établissement ne puisse y entrer et rejoindre le Layon.

Au niveau de l'excavation en cours d'exploitation, les écoulements superficiels et souterrains collectés en fond de la fouille exploitée, sont dirigés gravitairement jusqu'à un bassin (ou puisard) de fond de fouille où elles décantent puis sont pompées. L'emplacement de ce bassin évolue à l'avancement de l'exploitation.

Les eaux pompées rejoignent un bassin de décantation situé au nord de l'établissement. Après décantation, l'excédent de ces eaux rejoint par surverse le bassin tampon qui reçoit également les écoulements superficiels venant du bassin versant amont extérieur à la carrière. Cette surverse constitue le point de rejet unique des eaux de l'établissement. Il est équipé d'une vanne d'isolement (cf. article 5.2.2) permettant de stopper le rejet et de confiner les eaux sur le site.

Les eaux d'exhaures peuvent être employées pour les besoins du site.

Les eaux pluviales collectées dans l'établissement, hors de l'excavation et qui ne la rejoignent pas, sont préférentiellement dirigées gravitairement vers les différents bassins présents sur le site, notamment les bassins situés au sud-est et au sud-ouest des installations de traitement et de lavage des matériaux.

Si besoin, l'excédent d'eau de ces deux bassins peut rejoindre le fond de fouille.

Les eaux utilisées au lavage des matériaux ainsi qu'au niveau du lavage des roues des véhicules sortant du site sont utilisées en circuit fermé, après décantation dans des ouvrages dédiés.

ARTICLE 6.2.4 ALIMENTATION EN EAU

Le site dispose d'eau du réseau public d'eau potable pour les besoins du personnel.

L'eau utilisée pour le lavage des matériaux, la limitation des émissions de poussières et le lavage des roues ne provient pas du réseau public, elle provient uniquement d'eau collectée dans les bassins dédiés de la carrière. Aucun prélèvement n'est effectué dans le bassin tampon cité à l'article 6.2.3. La carrière est située au niveau de la masse d'eau souterraine, FRGG024, au sein du Bassin versant du Layon-Aubance.

Si besoin, un ou plusieurs dispositifs de disconnexion, ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes, sont installés afin d'isoler les réseaux et d'éviter des retours de substances dans les réseaux publics d'adduction d'eau ou dans les milieux de prélèvement.

ARTICLE 6.2.5 PRÉLÈVEMENTS

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée (eaux d'exhaures, eaux de lavage des matériaux, eaux destinées à la limitation des émissions de poussières notamment). Ces dispositifs doivent être relevés tous les mois si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m³/j. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les prélèvements mensuels autorisés dans le milieu naturel n'excèdent pas :

- pour le dénoyage de l'excavation (exhaure) : 250 000 m³/an soit 685 m³/j (sans préjudice du respect de l'article 11.4). En outre, le débit de pompage en fond de fouille est inférieur à 80 m³/h ;
- pour le lavage des matériaux : 40 000 m³/an soit 200 m³/j (débit requis de 80 m³/h) en circuit fermé, avec un appoint d'eau de 1900 m³/an soit 5 m³/j ;
- lave-roues : 16 000 m³/an soit 80 m³/j en circuit fermé, avec un appoint de 3200 m³/an soit 16 m³/j ;
- rampe d'arrosage : 1000 m³/an soit 5 m³/j en moyenne ;
- abattage des poussières (installations de traitement, pistes, plateforme et stocks) : 360 m³/an soit 2 m³/j.

Le volume annuel prélevé sur le réseau d'alimentation en eau potable n'excède pas 100 m³.

Les dispositions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 cité à l'article 1.5.2 s'appliquent.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.

ARTICLE 6.2.6 REJETS

Article 6.2.6.1 Points de rejets

L'établissement dispose d'un point de rejet canalisé vers le milieu naturel. Comme indiqué à l'article 6.2.3, ce rejet concerne les eaux d'exhaures décantées qui rejoignent par surverse le bassin tampon recevant les écoulements superficiels venant du bassin versant amont extérieur à la carrière. Les eaux rejetées par la carrière et celles du bassin versant amont rejoignent le Layon (masse d'eau FRGR0527 : Le Layon depuis la confluence du Lys jusqu'à la confluence avec la Loire) après passage dans le busage du talweg présent au sein de la carrière et par le déversoir présent au sud de la carrière. Les coordonnées Lambert 93 du point de rejet de l'ensemble de ces eaux dans le Layon sont X= 427 102 m et Y = 6 696 741 m.

L'émissaire de rejet des eaux de la carrière vers le bassin tampon recevant les écoulements superficiels venant du bassin versant amont extérieur à la carrière est équipé d'un canal de mesure du débit muni d'un totalisateur, et d'un dispositif de prélèvement permettant de prélever un échantillon proportionnellement au débit sur 24 heures.

Le point de prélèvement est aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité.

Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès au dispositif de prélèvement qui équipe l'ouvrage de rejet vers le milieu récepteur.

Le débit maximal de rejet vers le bassin tampon recevant les écoulements superficiels venant du bassin versant amont extérieur à la carrière n'excède pas 260 m³/h et ne conduit pas à des perturbations du milieu récepteur, ni à des dégradations à l'aval du point de rejet.

Article 6.2.6.2 Conditions de rejet des effluents aqueux

Article 6.2.6.2.1 Paramètres de surveillance aux points de rejets et valeurs limites au point R1

PARAMÈTRE	VALEUR LIMITE au point R1	NORME	Code Sandre
pH	5,5 < pH < 8,5	NF T 90 008	1302
Température	< 30 °C		1301
Nitrates	Sans objet	NF EN ISO 10304-1	1340
Matières en suspension totales (MEST)	< 25 mg/l	NF T 90 105	1305
Demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté	< 30 mg/l	NF T 90 101	1314
Demande chimique en oxygène sur 5 jours (DBO5) sur effluent non décanté	6	NF EN 1899-1	1313
Hydrocarbures	< 5 mg/l	NF T 90 114	7009

Ces valeurs limites sont respectées au point R1 (cf. article 6.2.7.1) pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Article 6.2.6.2.2 Autres effluents (eaux usées)

Les eaux usées issues de l'usage domestique sont traitées par un dispositif d'assainissement conforme à la réglementation en vigueur ou rejetées vers le réseau d'assainissement communal ou évacuées comme déchets.

ARTICLE 6.2.7 PRINCIPAUX POINTS DE SUIVIS DES EAUX

La localisation des différents points de suivis figure sur le plan de localisation du suivi des eaux annexé au présent arrêté.

Article 6.2.7.1 Rejets

- R1 - Émissaire de rejet (canal de mesure en sortie du bassin de nord de décantation) vers le bassin tampon recevant les écoulements superficiels venant du bassin versant amont extérieur à la carrière (talweg traversant la carrière) ;
- R2 - Émissaire de rejet du bassin tampon recevant les écoulements superficiels venant du bassin versant amont extérieur à la carrière et le rejet de la carrière ;

Article 6.2.7.2 Fond de fouille

- D1 – bassin de décantation et de pompage des eaux d'exhaure en fond de fouille ;

Article 6.2.7.3 Écoulements superficiels

- L1 – Layon à l'amont du rejet provenant de la carrière ;
- L2 – Layon à l'aval du rejet provenant de la carrière ;

ARTICLE 6.2.8 SURVEILLANCE RELATIVE AUX EAUX

Article 6.2.8.1 Eaux rejetées

L'exploitant effectue au moins une analyse semestrielle (basses eaux et hautes eaux) des eaux au niveau des points de suivis cités à l'article 6.2.7.1, portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 6.2.6.2.1.

En complément, la couleur est mesurée selon cette même fréquence.

L'exploitant effectue au moins une analyse tous les 2 ans de la concentration en hydrocarbures des eaux en sortie de chaque déshuileur-déboureur pour s'assurer qu'elle est inférieure à 5 mg/l, en particulier avant nettoyage de l'équipement.

Article 6.2.8.2 Fond de fouille

L'exploitant effectue une analyse annuelle des eaux au niveau du point de suivi cité à l'article 6.2.7.2, portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 6.2.6.2.1.

Article 6.2.8.3 Écoulements superficiels

L'exploitant effectue une analyse semestrielle (basses eaux et hautes eaux) des eaux au niveau du point de suivi cité à l'article 6.2.7.3, portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 6.2.6.2.1.

En complément, la couleur est mesurée aux points L1 et L2 selon cette même fréquence.

Article 6.2.8.4 Volumes d'eaux

Conformément aux dispositions de l'article 6.2.6.1 concernant le point de rejet vers le milieu naturel, l'exploitant connaît le volume d'eau rejeté au milieu naturel chaque mois.

L'exploitant réalise un suivi des précipitations et établit chaque année un bilan hydrique estimant les volumes d'exhaure apportés par les écoulements souterrains.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document actualisé chaque année qui présente de façon synthétisée, les volumes d'eaux rejetés, pompés, mensuellement dans la carrière et leurs destinations (par usages, rejets). Le document expose également les volumes d'eaux consommés dans l'établissement, selon leurs origines (réseau public ou autres) par types d'usages (arrosage des pistes, abattage des poussières dans les installations ou autres, lavage des matériaux, lavage des roues des véhicules,...).

L'exploitant met en place des dispositions et/ou équipements adaptés pour connaître chacun de ces volumes pour chaque mois.

Article 6.2.8.5 Résultats de la surveillance

L'exploitant analyse les résultats de la surveillance prescrite.

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 2.2.2.3, les résultats de la surveillance prévue à l'article 6.2.8 et les éventuelles actions qui en découlent, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant réalise un bilan annuel concernant les suivis relatifs à l'eau. Ce bilan synthétise dans un rapport conclusif quant à la conformité, l'ensemble des données de suivis (quantitatifs et qualitatifs, analyses) dans un rapport annuel tenu à la disposition de

l'administration. Ce bilan est transmis à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) Layon Aubance Louets et au service police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires de Maine-et-Loire.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, les éléments actualisés permettant d'apprécier la situation au regard des dispositions l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction en période de sécheresse (cf. article 1.5.2). Le cas échéant, s'il y a lieu, l'exploitant communique à l'administration les éléments prévus par cet arrêté ministériel relatifs aux mesures de restriction pendant les périodes d'alerte renforcée ou de crise qui s'appliquent aux zones d'alertes concernant l'établissement.

ARTICLE 6.2.9 PLAN

Un plan ou schéma présentant les circuits des eaux dans les installations est établi et tenu à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce document permet d'identifier, et de localiser sur le site, jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents (bassins, points de pompage, dispositifs de traitement, aire de collecte spécifique, busage, points de rejet, dispositif de comptage, vanne d'isolement, ...) sur les circuits des eaux.

CHAPITRE 6.3 ÉMISSIONS LUMINEUSES

ARTICLE 6.3.1 ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage et l'environnement, les systèmes d'éclairage des installations telles que les aires de chargement ou déchargements, ne sont utilisés que pendant les périodes de travail des personnels et seulement s'ils sont nécessaires pour assurer leur sécurité.

Les systèmes d'éclairage par projecteurs sont orientés vers le sol et les installations de manière à éviter les nuisances dues aux émissions lumineuses.

CHAPITRE 6.4 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 6.4.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que les installations ne soient pas à l'origine d'émissions de fumées, gaz, de matières diverses, de poussières ou d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à l'environnement ou à la santé et à la sécurité publique, y compris en période d'inactivité.

Des dispositions sont prises pour prévenir les envols, notamment de poussières par les installations de traitement, par les aires de stockage, les opérations de chargement, déchargement de matériaux et la circulation des véhicules.

La fréquence d'entretien permet d'éviter les accumulations de poussières dans les installations (sur les structures, pistes,...) et dans ses alentours. Tout capotage ou élément de bardage défectueux est immédiatement remplacé.

Tout brûlage à l'air libre est interdit sauf pour des essais incendie sur le site, sous réserve d'en limiter la quantité et prendre des dispositions de sécurité adaptées (distance de sécurité, ...).

ARTICLE 6.4.2 POUSSIÈRES

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour limiter l'émission et la propagation des poussières. Les pistes, aires internes sont arrosées en tant que de besoin notamment en période sèche.

La voie d'accès au site est équipée d'un dispositif d'asperseurs automatique d'eau mis en service en tant que de besoin. Il en est de même au niveau des principales zones de circulation (pistes et zones de stocks).

L'ensemble des broyeurs et cribles des installations de traitement est entouré de bardages. Pour le secondaire et le tertiaire, ces bardages constituent des bâtiments fermés.

Un nettoyage (balayage,...) de la voie de sortie du site est effectué en tant que de besoin.

Les installations de traitement des matériaux sont équipées, si besoin, de dispositifs de limitation des envols (abattage à l'eau,...). La hauteur du déversement des matériaux est limitée au minimum possible. Les points de jetée des convoyeurs à bande de matériaux susceptibles d'émettre des poussières sont équipés de moyens de prévention ou de captage des émissions de poussières.

Les convoyeurs transportant les matériaux sont capotés. en sortie de traitement secondaire et tertiaire, un système de brumisation est installé en tête des convoyeurs ainsi que des aspirateurs sur les bandes en sortie des broyeurs.

Les installations mobiles de traitement des matériaux sont équipées d'un dispositif de limitation des envols (abattage à l'eau,...).

L'engin de foration est équipé d'un dispositif limitant les émissions de poussières.

Les stocks au sol sont stabilisés, le cas échéant, ils sont humidifiés par temps sec lorsque la vitesse du vent le nécessite.

ARTICLE 6.4.3 SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES

Article 6.4.3.1 Rejets canalisés

Sans objet en l'absence d'émissaire de rejet canalisés de poussières dans les installations, le cas échéant, les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 s'appliquent.

Article 6.4.3.2 Établissement d'un plan de surveillance

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance satisfait aux dispositions de l'article 6.4.3.3 du présent arrêté.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.4.3.3 Contenu du plan de surveillance - Mesures

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière **(a)** ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants **(b)** ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants **(c)**.

Les campagnes de mesures durent trente jours.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue à l'article 6.4.3.4 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle devient semestrielle.

Au vu des résultats des campagnes de mesures effectuées dans le cadre de l'autorisation antérieure, la fréquence initiale des campagnes de mesures est semestrielle à compter de la notification du présent arrêté. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue à l'article 6.4.3.4 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui est explicitée dans le bilan annuel prévu à l'article 6.4.3.6 du présent arrêté, la fréquence devient trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle peut être revue dans les conditions susmentionnées.

Un plan localisant les points de suivi relatifs aux retombées de poussières déterminés par le plan de surveillance prescrit est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.4.3.4 Plan de surveillance

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées dans le respect de la norme NF X 43-014 (2017). En ce qui concerne le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$.

L'objectif à ne pas dépasser est de $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type **(b)** du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui est alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 6.4.3.6 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Article 6.4.3.5 Conditions de surveillance- Station météorologique

La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques. La représentativité des données météo corrigées obtenues doit être vérifiée périodiquement par comparaison à des données issues de l'implantation temporaire d'une station de mesure sur le site.

Article 6.4.3.6 Bilan annuel de surveillance

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Article 6.4.3.7 Surveillance relative à l'amiante naturel

Article 6.4.3.7.1 Mise à jour du plan de repérage des roches

L'exploitant met à jour, au moins de manière annuelle, le plan de repérage des roches de la carrière concernant la suspicion de présence d'amiante naturel dans le gisement exploité. Cette mise à jour est effectuée par un géologue, et transmise à l'inspection des installations classées dès réception.

En tant que de besoin, des prélèvements de fragments de roches à des fins d'analyses pétrographiques sont réalisés lors des mises à jour successives.

Article 6.4.3.7.2 Prélèvements

L'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité en application de l'article R.4412-103 du Code du travail, une campagne de prélèvements dans l'air en limite d'exploitation, afin de rechercher la présence potentielle de fibres d'amiante issues de la carrière.

L'accréditation de l'organisme doit couvrir la stratégie d'échantillonnage, la réalisation de prélèvements à poste fixe dans l'air ambiant, et éventuellement l'analyse des prélèvements par microscope électronique à transmission analytique. Si l'organisme ne détient pas l'accréditation pour l'analyse, il pourra sous-traiter cette opération à un organisme la détenant. L'organisme auquel l'exploitant fait appel demeure alors responsable de l'ensemble du processus.

Cette campagne est précédée par la définition d'une stratégie d'échantillonnage afin de déterminer, en raison de la situation locale de l'exploitation (météorologie, topographie, végétation alentour, voisinage, etc.), les points de prélèvements les plus représentatifs.

La stratégie d'échantillonnage porte sur au moins 7 points et prévoit un point de prélèvements :

- en amont de la carrière par rapport aux vents dominants, afin de connaître le niveau de fibres d'amiante le plus indépendant possible par rapport à la présence de la carrière,
- à proximité immédiate du concasseur ou d'un élément de traitement des matériaux le plus émetteur de poussières afin de connaître le niveau de fibres d'amiante le plus important sur le site.

Cette campagne est réalisée au moins tous les 6 mois (une en hiver et une en été) ou de façon plus rapprochée pour prendre en compte les recommandations faites par le géologue lors de l'actualisation du plan de repérage, le cas échéant, selon la nature du gisement exploité ou à l'initiative de l'exploitant. Les prélèvements doivent être effectués par temps sec, à l'occasion de tirs de mines.

Sauf recommandation particulière du géologue, la campagne est effectuée préférentiellement, s'il en fait, lors de tirs au niveau du faciès « pillow lavas » du gisement.

Article 6.4.3.7.3 Compte-rendu

A l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant transmet, dès réception, le rapport de mesures reprenant l'ensemble des résultats commentés sur la nature des éventuelles fibres identifiées, avec ses commentaires, à l'inspection des installations classées.

Cette transmission est effectuée au plus tard une semaine après l'obtention des rapports présentant les résultats prélèvements d'analyses.

Toutefois, si des fibres d'amiante sont détectées dans les matériaux ou si la concentration des prélèvements dans l'air excède 5 fibres/litre, l'inspection des installations classées est immédiatement informée par l'exploitant.

CHAPITRE 6.5 PRÉVENTION DES ÉMISSIONS SONORES

ARTICLE 6.5.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou souterraine susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour la tranquillité de celui-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf ceux prévus par le Code du travail ou si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Les engins intervenant sur le site sont équipés d'avertisseurs de recul de type « cri du lynx ».

ARTICLE 6.5.2 LES ZONES À ÉMERGENCE RÉGLEMENTÉE

Les zones à émergence réglementée sont :

- L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- Les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- L'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

ARTICLE 6.5.3 VALEURS LIMITES

Les bruits émis par l'exploitation ne doivent pas engendrer, une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible en dB (A)	
	Période diurne 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés	Période nocturne allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB (A)	6	4
Supérieur à 45 dB (A)	5	3

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continue équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).

Dans les zones à émergence réglementée les valeurs admissibles d'émergence définies dans le tableau ci-dessus, s'appliquent.

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement doivent permettre de respecter les valeurs d'émergences admissibles et le premier alinéa de l'article 6.5.1. Ces niveaux ne doivent pas être supérieurs aux valeurs suivantes :

Emplacements en limite de propriété de l'établissement suivants :	Niveau admissible de bruit en dB (A) en limites de propriété	
	Période diurne de 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés	Période nocturne allant de 22 h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Tous points en limite de l'emprise autorisée	70	60

Lorsque plusieurs installations classées sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules et engins, respecte les valeurs limites ci-dessus.

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes définies dans le tableau ci-dessus.

ARTICLE 6.5.4 SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS SONORES

L'exploitant fait réaliser au moins tous les 2 ans et à ses frais, une mesure des niveaux et des émergences sonores par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement pendant une phase représentative d'activité (diurne et, le cas échéant nocturne).

Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures devient annuelle. Le contrôle redevient bisannuel si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes.

En outre, une campagne de mesures est effectuée au moins lors de la première campagne de fonctionnement des installations mobiles de concassage/criblage qui est réalisée.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les émergences sont contrôlées au moins au niveau de 2 habitations représentatives situées à 2 emplacements distincts les plus proches des principales sources d'émissions sonores en cours (manutention des matériaux, traitement des matériaux, foration,...) parmi les suivants :

- B1 - Pont Barré (au sud de la carrière) ;
- B2 - Malitourne (au nord de la carrière) ;
- B3 - Moulin Brûlé (à l'est de la carrière) ;
- B4 - Pierre Bise. Pont Barré (au nord-ouest de la carrière).

Les niveaux sonores en limite de l'emprise autorisée sont contrôlés au moins aux emplacements les plus proches des points de mesures des émergences.

L'exploitant met en œuvre dans les plus brefs délais les actions correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires et renouvelle les mesures des émergences et niveaux sonores aux points de mesures concernés. Il en informe également l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6.5.5 PLAN

Un plan permettant de localiser précisément les points de mesures (niveaux et émergences sonores) et la localisation de l'activité est établi lors de chaque campagne de mesures et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 6.6 VIBRATIONS – TIRS DE MINES

ARTICLE 6.6.1 VIBRATIONS AUTRES QUE CELLES DES TIRS DE MINES

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

ARTICLE 6.6.2 TIRS DE MINES

Article 6.6.2.1 Préparation des tirs de mines

La définition et la mise en œuvre des tirs de mines est effectuée par du personnel qualifié et formé. L'exploitant définit un plan de tir en prenant en compte l'ensemble des gènes et des nuisances susceptibles d'être induites et assure la sécurité notamment des tiers pendant les tirs.

Compte tenu de la nature et de la morphologie du gisement à abattre, le type de trous de mines (diamètre, hauteur notamment) et leur positionnement (maille, inclinaison, azimuth,...) sur le front de taille est étudié et réalisé de façon à obtenir une utilisation optimale des explosifs.

Un rapport de foration est établi à l'issue de la foration et mentionne, s'il y a lieu, l'ensemble des phénomènes géologiques particuliers rencontrés (faille, vide, karst, argile,...).

Toutes dispositions sont mises en œuvre (orientation des fronts de taille, choix des types et quantité de charges explosives unitaires et totales, du mode et séquençement d'amorçage, de la durée de tirs, de la hauteur des fronts, ...) pour éviter toute projection à l'extérieur de l'emprise de la carrière et maintenir dans des limites acceptables pour l'environnement les vibrations et la pression acoustique induites par les tirs d'abattage ainsi que leur perception.

Toutes dispositions sont prises (bourrage, recouvrement des cordeaux détonants, des raccords de surface, choix du procédé d'amorçage,...) pour limiter au mieux les effets sonores des tirs.

La charge unitaire d'explosifs est adaptée et lors de l'exploitation des fronts nord-est, à moins de 150 m du pont de la RD54, elle ne dépasse pas 30 kg.

Article 6.6.2.2 Informations préalables aux tirs de mines – Périmètre de sécurité

Les riverains et les municipalités concernés sont informés des consignes qui précèdent les tirs d'abattage.

Un signal sonore (3 coups de sirène,...) d'une intensité et d'une durée suffisante pour prévenir du tir est déclenché quelques minutes avant le tir de mines. Un second signal distinctif (coup de sirène plus long,...) est fait après le tir.

L'exploitant définit le périmètre de sécurité lié au tir et prend toutes les dispositions nécessaires pour faire évacuer et garder ce périmètre.

Article 6.6.2.3 Valeurs limites des vibrations

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer, dans les constructions avoisinantes, des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de ce présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de ce présent arrêté.

Par ailleurs, l'exploitant prend toutes dispositions pour que le niveau de pression acoustique de crête soit inférieur à 125 décibels linéaires lors des tirs de mines.

Article 6.6.2.4 Surveillance des vibrations et de la pression acoustique

Chaque tir d'abattage donne lieu à des mesures de vibrations et de pressions acoustiques. L'appareillage utilisé doit permettre la détection, la mesure et l'enregistrement, pendant toute la durée du tir et au moins 5 secondes, de la vitesse particulière en fonction du temps de 1 mm/s à 50 mm/s dans une gamme de fréquences s'étendant de 2 à 100 hertz ainsi que la mesure de la pression acoustique de crête en dB.

Sous réserve de l'accord des propriétaires, les mesures sont réalisées à certains points de contrôle sélectionnés en fonction de la position du tir, et de l'avancement de l'exploitation, au moins au niveau des 3 habitations les plus proches du tir, ou, le cas échéant, à proximité de cette dernière, ou encore en direction de cette habitation.

Lors de l'exploitation des fronts nord-est à moins de 150 m du pont de la RD54, une quatrième mesure complémentaire est effectuée systématiquement au niveau de cet ouvrage.

Lorsqu'elles ne sont pas réalisées directement au niveau des habitations, les mesures sont faites au niveau de points de mesures adaptés soumis à minima à des effets au moins équivalents en termes de vitesses particulières et de pressions acoustiques (par exemple, sur le gisement, sur des plots béton suffisamment ancrés dans le sol naturel ou équivalent). Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document exposant les éléments démontrant que les points de mesures retenus sont soumis à minima à des effets au moins équivalents à ceux reçus par les habitations citées.

La surveillance est effectuée systématiquement au moins au niveau de 3 points de mesures correspondant à 3 habitations des 3 emplacements distincts les plus proches du tir parmi les suivants :

- T1 - Pont Barré (au sud de la carrière) ;
- T2 - Malitourne (au nord de la carrière)
- T3 - Moulin Brûlé (à l'est de la carrière),
- T4 - Pierre Bise (au nord-ouest de la carrière).

Des mesures complémentaires sont réalisées ponctuellement au niveau des habitations de riverains qui en font la demande à l'exploitant. A ce titre, lors des 3 prochains tirs sur le front

est, des mesures sont faites chez les riverains qui se sont exprimés le 14 mai 2024, lors de l'enquête publique relative au renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière.

Les valeurs limites de vibrations fixées à l'article 6.6.2.3 s'appliquent également au niveau du point de mesures retenu par l'exploitant, y compris lorsque les mesures de vibrations ne sont pas réalisées directement au niveau d'habitations.

En cas de dépassement des valeurs (vitesse particulière) prescrites, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées dans un délai d'au plus une semaine suivant le tir. Cette information identifie l'origine du dépassement et les dispositions mises en œuvre pour la traiter sur les tirs suivants.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de la conformité des appareils de mesures utilisés (en termes de mesures de vitesses particulières et de pressions acoustiques).

Au moins tous les 3 ans, les mesures de vibrations et de pressions acoustiques sont effectuées par un organisme tiers et compétent en la matière, différent de celui qui effectue habituellement ces mesures.

Article 6.6.2.5 Enregistrements

Pour chaque tir, l'exploitant dispose au minimum des indications suivantes :

- Identification de la carrière ;
- Date et heure du tir ;
- Plan du gisement avec position du front faisant l'objet du tir ;
- Description détaillée du tir :
 - Étude de la morphologie des matériaux à abattre et d'implantation du tir ;
 - Nombre de trous ;
 - Masse totale d'explosifs ;
 - Charge unitaire ;
 - Nature des explosifs ;
 - Mode d'amorçage ;
 - Durée du tir (plan d'amorçage) ;
 - Plan du tir en coupe et vue de dessus ;
 - Résultat des contrôles de foration ;
- Résultats des mesures de vibrations :
 - Identification de l'appareil de mesures ;
 - Localisation du point de mesure permettant de connaître la distance par rapport au tir ;
 - Enregistrement fourni par l'appareil (vitesses particulières, dont valeurs pondérées, et pression acoustique).

Ces informations sont conservées pendant au moins 5 ans par l'exploitant et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 6.7 GESTION DES DÉCHETS PRODUITS

ARTICLE 6.7.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

L'exploitant organise la gestion des déchets en respectant la hiérarchie des modes de traitement définie au 2° du § II de l'article L.541-1 du Code de l'environnement.

Tout brûlage de déchets est interdit.

Dans l'attente de leur élimination, les déchets et résidus sont triés et entreposés dans des conditions :

- Ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) ou de nuisance pour les populations avoisinantes et l'environnement ;
- Non susceptibles de provoquer une dégradation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée ;
- Ne constituant pas de point d'appel visuel sur le site.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

ARTICLE 6.7.2 SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par les articles R.543-66 à R.543-72 du Code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-129 à R.543-134 du Code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-137 à R.543-151 du Code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblayage, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux dispositions des articles R.543-3 à R.543-15 et R.543-40 du Code de l'environnement. Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R.543-195 à R.543-197-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 6.7.3 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du Code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

L'exploitant satisfait aux dispositions des articles R.541-42 à R.541-48 du Code de l'environnement concernant la traçabilité des déchets ainsi qu'à celles de l'arrêté du 31 mai 2021 cité à l'article 1.5.2.

ARTICLE 6.7.4 DÉCHETS D'EXTRACTION

Les déchets d'extraction, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux, les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la pré-production) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol) sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I de l'arrêté du 22 septembre 1994 cité à l'article 1.5.2 et à la circulaire du 22 août 2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières.

L'ensemble des déchets d'extraction inertes, est utilisé à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons,...) ou à des fins de remise en état et géré en respectant les dispositions du présent arrêté, notamment celles des articles 4.2.7.

ARTICLE 6.7.5 PLAN DE GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation de l'extension.

Le plan de gestion contient au moins les éléments prévus à l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 cité à l'article 1.5.2, notamment :

- La caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui sont stockés durant la période d'exploitation ;
- Le cas échéant, le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- La description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- En tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- La description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- Le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- Les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- En tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- Une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.
- Les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

TITRE 7 FIN D'EXPLOITATION - REMISE EN ÉTAT

CHAPITRE 7.1 CONDITIONS DE REMISE EN ÉTAT

ARTICLE 7.1.1 REMISE EN ÉTAT DU SITE

L'exploitant est tenu de remettre en état, au fur et à mesure de l'exploitation, le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant et conformément aux dispositions précisées dans le présent arrêté, aux descriptions fournies dans le dossier de demande d'autorisation complété et au plan de l'état final annexé au présent arrêté lorsqu'ils ne s'opposent pas aux dispositions précisées dans le présent arrêté.

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site. Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation prend en compte l'aspect paysager.

La remise en état des terrains du site affectés par l'exploitation conduit, après le remblaiement partiel du fond de fouille et la remontée des eaux à leur cote d'équilibre d'au plus 59,30 m NGF (exutoire présent au sud de la carrière), à la restitution de secteurs à vocation écologique et d'un plan d'eau à vocation écologique d'environ 14,3 ha.

Les travaux sont en partie menés parallèlement à l'avancée de l'exploitation. Certaines parties du site sont, le cas échéant, remises en état avant la fin de l'autorisation. Des aménagements réalisés durant la phase active d'exploitation sont conservés. L'exploitant veille à l'entretien et à la conservation dans de bonnes conditions environnementales des terrains réaménagés.

La remise en état du site est de plus conduite de façon à ne pas dégrader les espèces et milieux présentant des potentialités biologiques et satisfait aux dispositions du chapitre 3.3.

La remise en état du site est aussi conduite en tenant compte des recommandations formulées par l'étude de stabilité prévue à l'article 5.3.3.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas d'un renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

La remise en état définitive du site comporte notamment les dispositions suivantes :

- l'arrêt du pompage d'exhaure de la fosse d'extraction pour permettre la remontée de la nappe qui se poursuit après le terme de l'autorisation, jusqu'à son niveau d'équilibre (la durée d'atteinte de l'exutoire est estimée à 22 ans) ;
- l'interdiction d'accès aux zones réaménagées du site est conservée, les merlons périphériques et clôtures sont conservés ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les autres structures, infrastructures ou équipements (dispositifs de surveillance des eaux, aire étanche, deshuileur, pompes, canalisation, stocks,...) n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site. Ces opérations sont conduites de façon à ne pas dégrader les espèces et milieux présentant des potentialités biologiques ;
- après retrait du busage du talweg, l'exutoire situé à la cote +59,3 m NGF est rendu opérationnel dans la perspective de la future remontée des eaux, le cas échéant, le déversoir vers le Layon est adapté en conséquence.

TITRE 8 DISPOSITIONS DIVERSES

CHAPITRE 8.1 PRINCIPAUX DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'ADMINISTRATION

Document	Article de l'arrêté
• Document attestant la constitution des garanties financières actualisées	1.3.3
• Mise à jour au moins quinquennale des garanties financières (avec note de calcul des montants, plans associés, valeur d'indice TP01 et du taux de TVA)	1.3.4
• Porter à connaissance des modifications	1.4.2
• Changement d'exploitant	1.4.6
• Notification de mise à l'arrêt définitif	1.4.7
• Informations relatives aux incidents et accidents	2.2.3

<ul style="list-style-type: none"> • Rapport annuel d'activité (carrière) • Plan d'exploitation à jour annuellement prévu à l'article 2.3.1 	2.3.2
<ul style="list-style-type: none"> • Information en cas de non-respect des dispositions réglementaires (mise en évidence par les contrôles) 	2.2.2.3
<ul style="list-style-type: none"> • Compte-rendu annuel des suivis naturalistes 	3.3.5
<ul style="list-style-type: none"> • Données brutes de biodiversité 	3.3.6
<ul style="list-style-type: none"> • Information du préfet incluant : <ul style="list-style-type: none"> • Plan de bornage ; • Document attestant la constitution des garanties financières ; • Justificatifs de réalisation des aménagements préliminaires ; • Plan de gestion des déchets d'extraction mis à jour. 	4.1.6 4.1.2 1.3.3 6.7.5
<ul style="list-style-type: none"> • Bilan quinquennal relatif à la stabilité 	5.3.3
<ul style="list-style-type: none"> • Bilan annuel concernant les suivis relatifs à l'eau ; • Informations prévues par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 concernant les mesures de restriction en période d'alerte renforcée ou de crise 	6.2.8.5
<ul style="list-style-type: none"> • Bilan de la surveillance des émissions de poussières. 	6.4.3.6
<ul style="list-style-type: none"> • Plan de repérage des roches de la carrière concernant la suspicion de présence d'amiante naturel dans le gisement ; • Rapport commenté des résultats de campagne de prélèvements ; • Information immédiate en cas de détection de fibres d'amiante. 	6.4.3.7.1
<ul style="list-style-type: none"> • Information <u>en cas de dépassement</u> des valeurs limites relatives aux émissions sonores 	6.5.4
<ul style="list-style-type: none"> • Plan de gestion des déchets d'extraction, au début de l'exploitation puis tous les 5 ans. 	6.7.5

CHAPITRE 8.2 NOTIFICATION, PUBLICITÉ, APPLICATION

ARTICLE 8.2.1 DÉLAI ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours

administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible sur le site www.telerecours.fr

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 8.2.2 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale de la société TPPL est déposée à la mairie de la commune de Beaulieu-sur-Layon et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Beaulieu-sur-Layon pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Beaulieu-sur-Layon ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R181-38, à savoir les conseils municipaux de Beaulieu-sur-Layon, Bellevigne-en-Layon, Chemillé-en-Anjou, Denée, Mozé-sur-Louet, Rochefort-sur-Loire et Val-du-Layon ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Maine-et-Loire, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 8.2.3 APPLICATION

Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le Directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire, la Colonelle, commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au Maire de Beaulieu-sur-Layon et à la société TPPL.

Fait à Angers, le **19 NOV. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture,

Emmanuel LE ROY

ANNEXES

- Annexe 1 : Plan parcellaire et de localisation des ICPE 2515 ;
- Annexe 2 : Plan de phase 1 ;
- Annexe 3 : Plan de phase 2 ;
- Annexe 4 : Plan de phase 3 ;
- Annexe 5 : Plan de phase 4 ;
- Annexe 6 : Plan de phase 5 ;
- Annexe 7 : Plan de phase 6 ;
- Annexe 8 : Esquisse de l'état final (avant remontée complète de l'eau) ;
- Annexe 9 : Plan de principe de l'état final (après remontée de l'eau) ;
- Annexe 10 : ME01 : Éradication du Xénope lisse ;
- Annexe 11 : ME02 : Adaptation des périodes de modifications des points d'eau pour éviter les phase de reproduction des amphibiens ;
- Annexe 12 : MR01 : Éviter la destruction d'amphibiens lors de la suppression ou du déplacement de points d'eau temporaires ou permanents ;
- Annexe 13 : MA01 : Limiter si nécessaire l'enfrichement des pelouses et gazons patrimoniaux par une mise en pâturage ;
- Annexe 14 : MS01 : Suivi des populations d'amphibiens ;
- Annexe 15 : MS02 : Suivi de la flore et de la faune pour s'assurer du maintien des pelouses et gazons patrimoniaux et des espèces sensibles associées ;
- Annexe 16 : Plan de localisation des points de suivi des eaux.

Section ZI

Section OA

Section AC

Section ZH

Commune de Beaulieu-sur-Layon

Commune de Val-du-Layon

(Rivière) Le Layon

déplacement du concasseur primaire

Legend:

- Limite de commune
- Limite de section
- Emprise du site après modification et abandon rubrique 2510-1
- Emprise de la zone exploitable envisagée rubrique 2510-1
- Installation de premier traitement rubrique 2515-1

Scale: 0 50 m

North Arrow: N

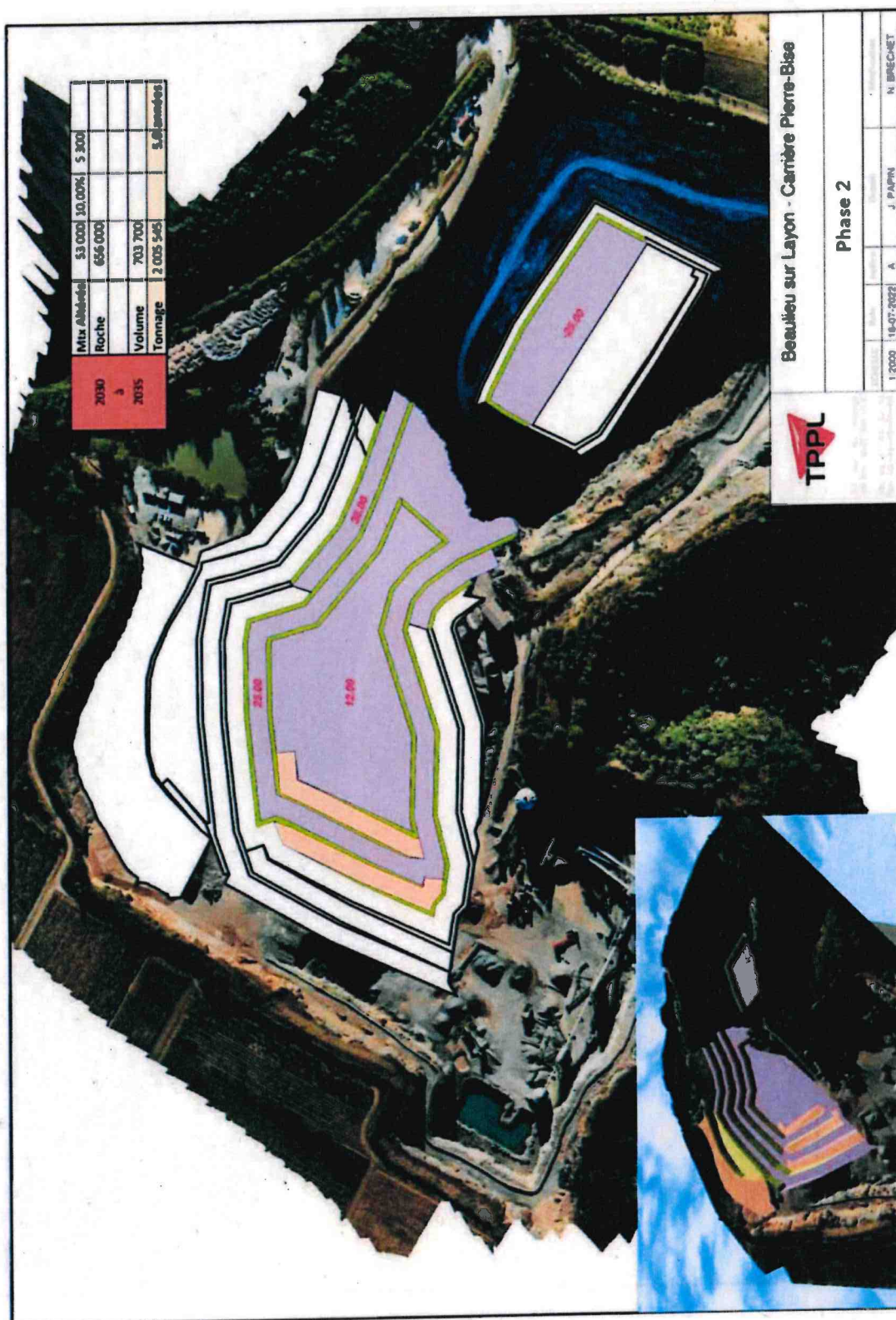
Source: fond de plan cadastral

(cf. article 4.2.5)



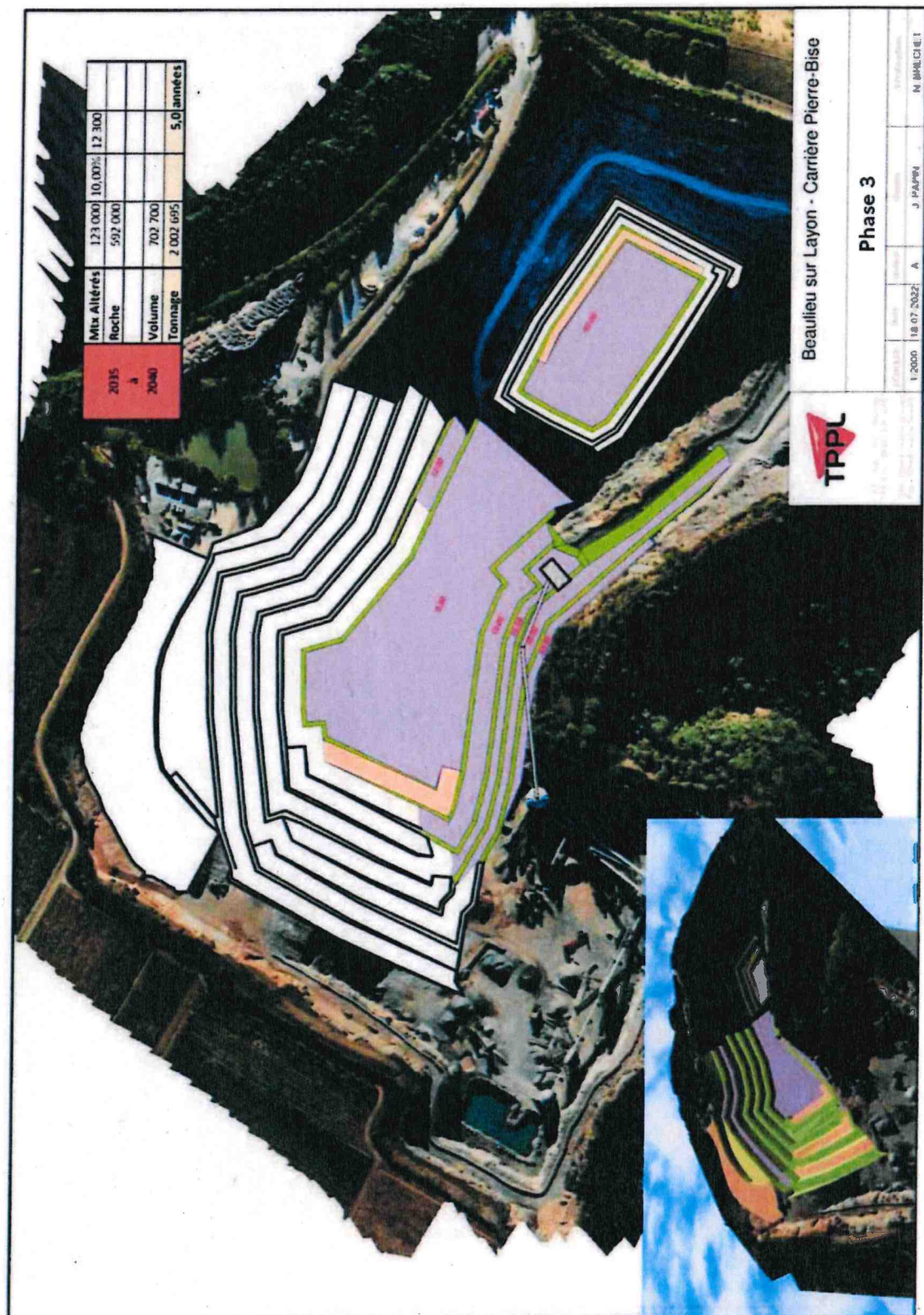
Annexe 3 : Plan de phase 2

(cf. article 4.2.5)



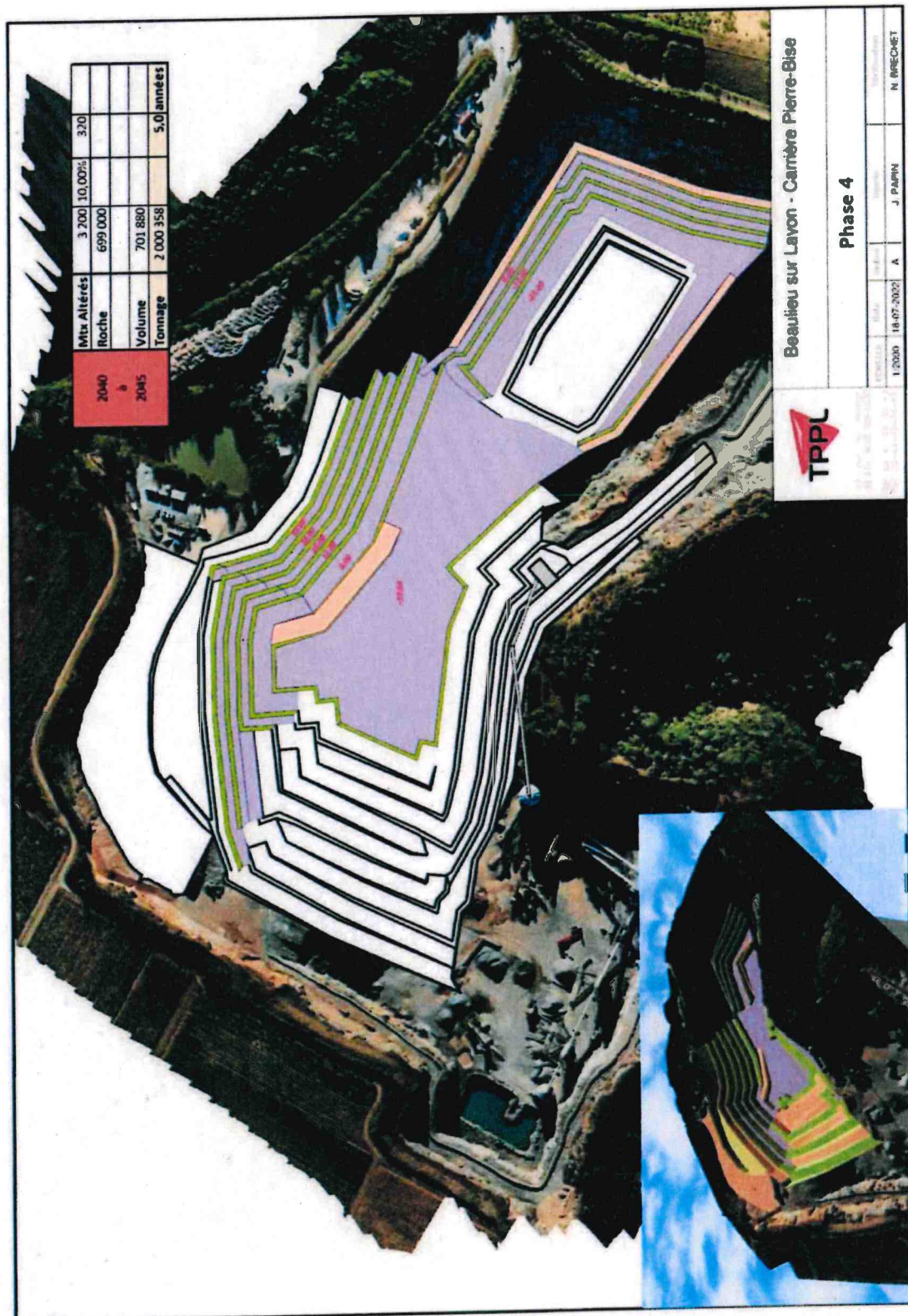
Annexe 4 : Plan de phase 3

(cf. article 4.2.5)



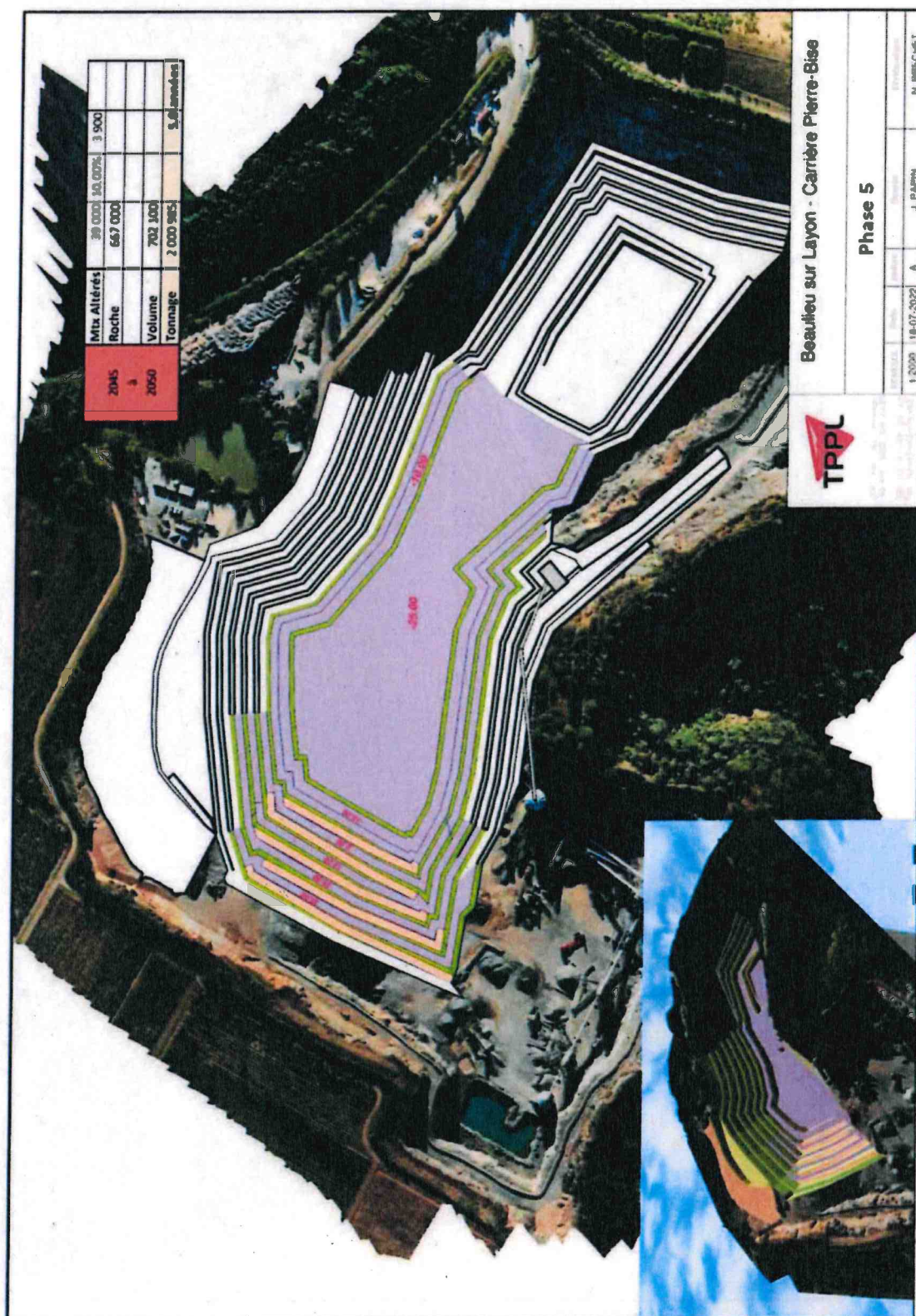
Annexe 5 : Plan de phase 4

(cf. article 4.2.5)



Annexe 6 : Plan de phase 5

(cf. article 4.2.5)

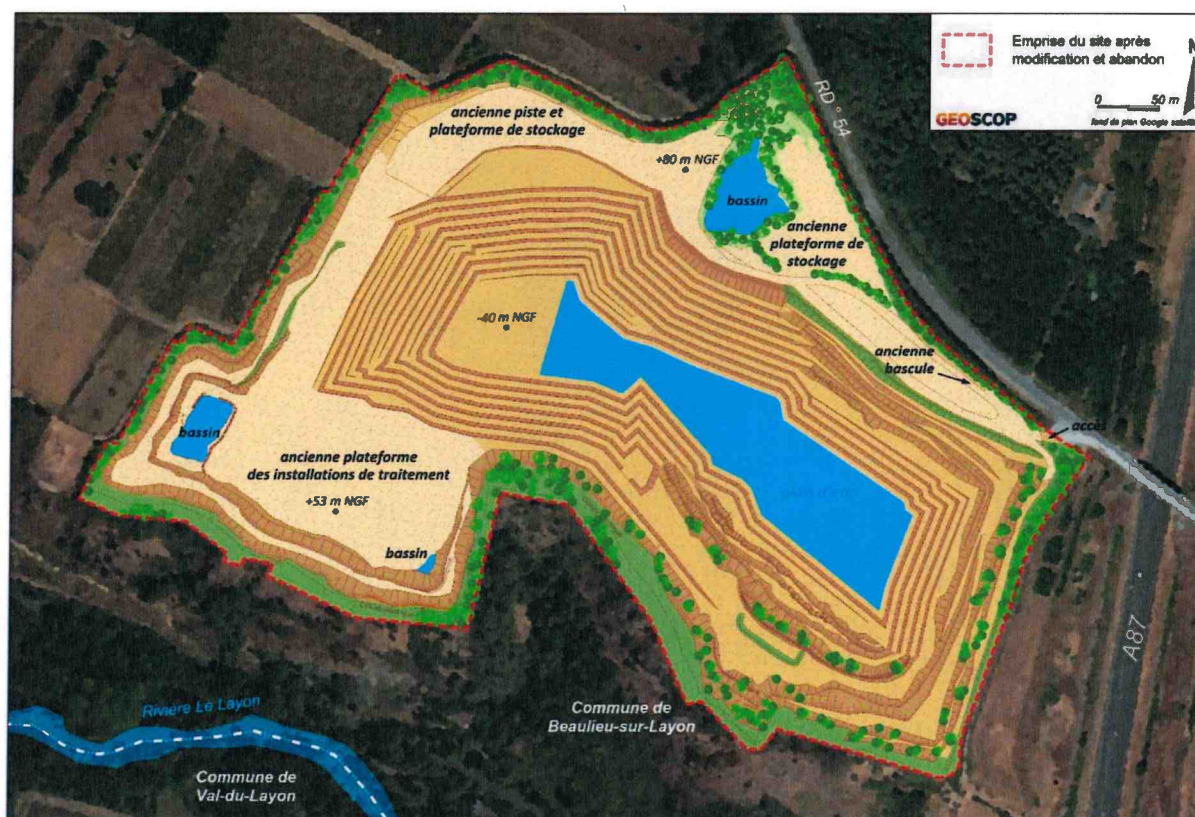


Annexe 7 : Plan de phase 6

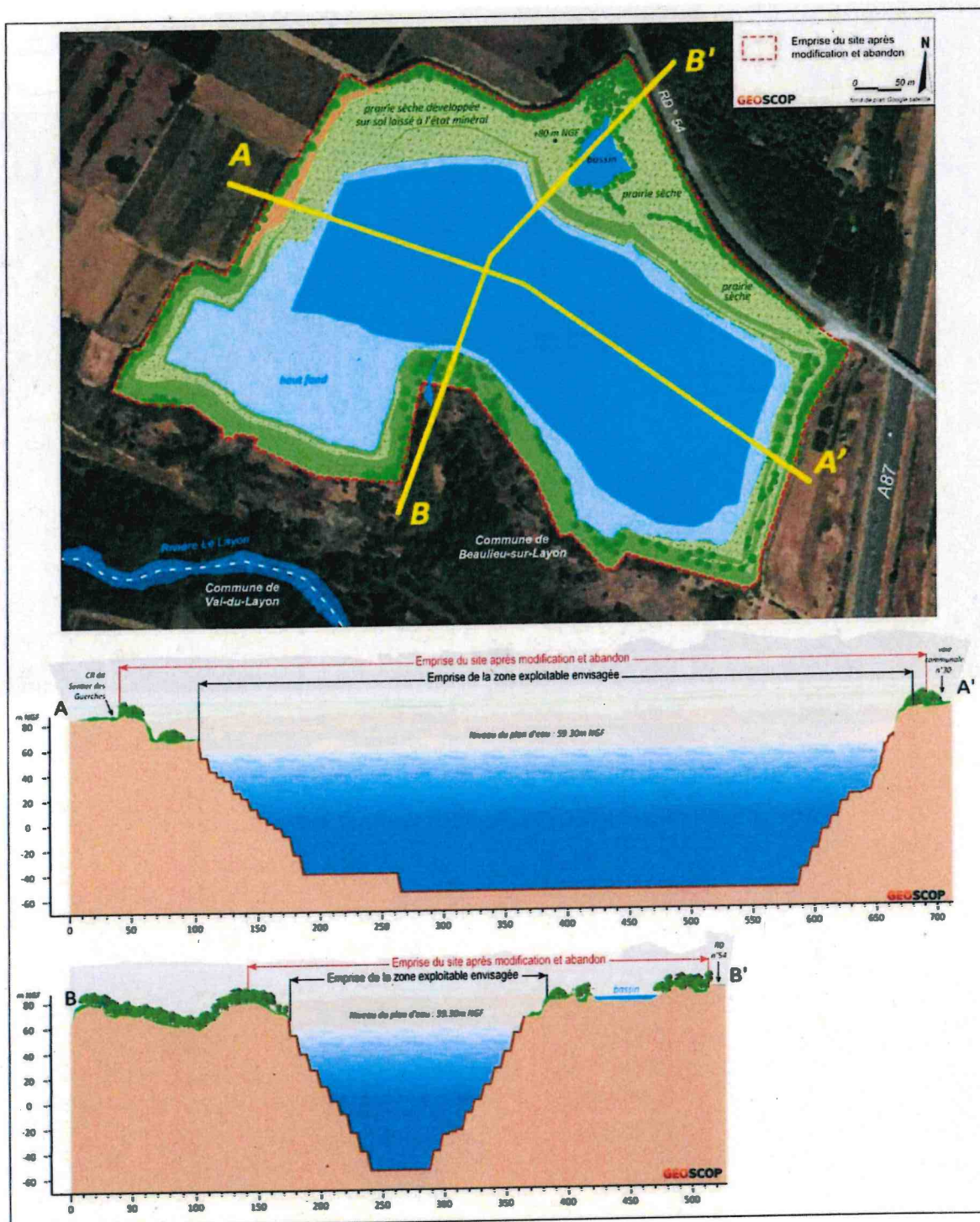
(cf. article 4.2.5)



**Annexe 8 : Esquisse de l'état final (avant remontée complète de l'eau)
sous réserve des études prescrites par l'autorisation d'exploiter
(cf. article 71.1)**



**Annexe 9 : Plan de principe de l'état final (après remontée de l'eau)
sous réserve des études prescrites par l'autorisation d'exploiter
(cf. article 71.1)**



Annexe 10

ME01 : Éradication du Xénope lisse (cf. article 3.3.1)

ME01	ÉRADICATION DU XÉNOPE LISSE
PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIF	
<p>La carrière de Pierre-Bise abrite trois espèces patrimoniales d'amphibiens (Alyte accoucheur, Pélodyte ponctué et Triton crêté) dont deux sont effectivement reproductrices (Alyte accoucheur et Pélodyte ponctué). La carrière représente un important réservoir d'amphibiens pour le secteur et ces populations doivent être maintenues dans un bon état de conservation.</p> <p>Depuis 2019 le Xénope lisse, espèce exotique envahissante, est régulièrement observé dans les plans d'eau de la carrière. Son impact sur l'alyte et le pélodyte est pour l'instant inconnu.</p> <p>L'objectif de l'action est de prévenir tout impact du Xénope lisse sur les populations locales d'amphibiens en l'éradiquant des plans d'eau de la carrière.</p>	
MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE	
<p>Réalisation : l'éradication du xénope sera réalisée par piégeage des individus. Le piégeage aura lieu quand la température de l'eau atteint 14-15°C, et, de manière optimale 19-22°C. Il sera réalisé au moyen de nasses avec filet à double entrée pliable dans lesquelles des appâts auront été disposés (type croquettes pour chien).</p> <p>La nasse sera équipée d'un flotteur permettant aux espèces capturées de respirer à la surface et d'éviter toute noyade en attendant la relève des pièges. Les nasses seront installées le soir à 1 ou 2 m du bord et relevés le lendemain matin (maximum 24 h entre la pose et la relève).</p> <p>Les Xénopes capturés seront comptés puis euthanasiés (par congélation généralement, mais l'huile essentielle de clou de girofle peut être employée). Un rapport reprenant les comptages annuels de xénopes euthanasiés mais aussi le nombre d'individus d'autres espèces d'amphibiens capturées sera remis à l'autorité environnementale.</p> <p>Il est important de noter que la capture du xénope, ainsi que potentiellement d'autres amphibiens protégés, nécessite une autorisation préalable des services de l'état.</p>	
<p>Localisation : tous les points d'eau de la carrière feront l'objet de captures. Le nombre de nasses à utiliser est de 2 à 3 nasses pour 100 m² (max 10 au-delà de 800 m²). Sur le site cela représente entre 23 à 33 nasses en fonction de l'enneigement du fond de carrière.</p>	
<p>Planification : les sessions de piégeages se dérouleront d'avril à septembre avec une plus forte pression en été. Quatre sessions de 4 jours seront programmées. Ces sessions devront être reprogrammées d'année en année jusqu'à éradication, ou au moins, réduction drastique de la population de Xénope.</p>	
<p>Évaluation du succès : l'opération pourra être considérée comme réussie si le Xénope est éradiqué de la carrière ou si ses populations restent à un niveau de développement très bas.</p>	
ESTIMATION DU COÛT	

Annexe 11

ME02 : Adaptation des périodes de modifications des points d'eau pour éviter les phase de reproduction des amphibiens. (cf. article 3.3.1)

ME02	PÉRIODE ADAPTÉE DE MODIFICATIONS DES POINTS D'EAU
PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIF	
<p>La carrière de Pierre-Bise abrite trois espèces patrimoniales d'amphibiens (Alyte accoucheur, Pélodyte ponctué et Triton crêté) dont deux sont effectivement reproductrices (Alyte accoucheur et Pélodyte ponctué). La carrière représente un important réservoir d'amphibiens pour le secteur et ces populations doivent être maintenues dans un bon état de conservation.</p> <p>Ces espèces sont principalement présentes dans les points d'eau permanents de l'exploitation. Ces points d'eau peuvent être amenés à être modifiés et/ou déplacés en fonction des nécessités de l'activité. En cas de présence d'amphibiens en phase de reproduction des individus pourraient être détruits.</p> <p>L'objectif de l'action est de prévenir tout impact de ces modifications/déplacements sur les populations d'amphibiens</p>	
MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE	
<p>Réalisation : les modifications ou déplacements des points d'eau permanents de la carrière devront être effectué en dehors de la période de reproduction des amphibiens (phase aquatique). En cas d'impératifs liés aux nécessités de l'exploitation, se reporter à la mesure MR01 suivante.</p>	
<p>Localisation : tous les points d'eau permanents de la carrière (bassins de lavage, bassins de décantation, bassins de rejet des eaux de pompage, etc.).</p>	
<p>Planification : pas d'intervention sur les points d'eau permanents entre mi-février et fin aout.</p>	
<p>Évaluation du succès : aucune modification ou déplacement de plan d'eau permanents entre mi-février et fin aout.</p>	
ESTIMATION DU COÛT	


Annexe 12

MR01 : Éviter la destruction d'amphibiens lors de la suppression ou du déplacement de points d'eau temporaires ou permanents (cf. article 3.3.2)

MR01	DÉPLACEMENT D'AMPHIBIENS
<p align="center">PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIF</p> <p>La carrière de Pierre-Bise abrite trois espèces patrimoniales d'amphibiens (Alyte accoucheur, Pélodyte ponctué et Triton crêté) dont deux sont effectivement reproductrices (Alyte accoucheur et Pélodyte ponctué). La carrière représente un important réservoir d'amphibiens pour le secteur et ces populations doivent être maintenues dans un bon état de conservation. Ces espèces sont principalement présentes dans les points d'eau permanents de l'exploitation mais aussi dans certains points d'eau temporaires créés par l'avancée de l'exploitation. Ces points d'eau peuvent être amenés à être modifiés et/ou déplacés en fonction des nécessités de l'activité. Dans le cas où des travaux devraient être impérativement réalisés sur ces points d'eau en période de reproduction des amphibiens (et donc que la mesure ME02 ne soit pas applicable), des individus pourraient être détruits. L'objectif de l'action est d'anticiper la destruction d'individus en les déplaçant du point d'eau modifié vers un point d'eau non impacté par l'exploitation. Cette action n'est à entreprendre que dans les cas exceptionnels où la mesure d'évitement ME02 ne serait pas applicable.</p>	
<p align="center">MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE</p> <p>Remarque préalable : cette mesure concerne uniquement les points d'eau permanents ainsi que les points d'eau temporaires pouvant être assimilés à des mares (surface importante durablement implantée). <u>Elle ne concerne pas les ornières</u>, milieux par essence extrêmement variables et transitoires. Selon leur configuration et la météo, flaques et ornières peuvent accueillir des amphibiens un jour et être totalement à sec le lendemain. Vouloir en déplacer les amphibiens ou leurs larves reviendrait à pouvoir réagir immédiatement après chaque ondée, ce qui n'est matériellement pas possible. Le déplacement des amphibiens des points d'eau permanents ou assimilés devrait s'avérer suffisant pour assurer le maintien des populations locales d'amphibiens.</p> <p>Réalisation : la capture des amphibiens à déplacer sera réalisée au moyen de nasses avec filet à double entrée pliable dans lesquelles des appâts auront été disposés (type croquettes pour chien). La nasse sera équipée d'un flotteur permettant aux espèces capturées de respirer à la surface et d'éviter toute noyade en attendant la relève des pièges. Les nasses seront installées le soir à 1 ou 2 m du bord et relevées le lendemain matin (maximum 24 h entre la pose et la relève). On profitera de la pose des nasses le soir pour prospecter à la lampe les berges du plan d'eau impacté et capturer au troubleau les individus observés. Les individus capturés seront identifiés et comptés puis relâchés immédiatement sur site. Ces éléments seront communiqués à l'autorité environnementale.</p> <p>Il est important de noter que la capture d'amphibiens protégés, nécessitera une autorisation préalable des services de l'état.</p> <p>Localisation : en fonction des points d'eau impactés, permanents ou temporaires. Le nombre de nasses à utiliser pour la capture est fonction de la taille du plan d'eau (2 à 3 nasses pour 100 m², max 10 au-delà de 800 m²).</p> <p>Planification : Une session d'une semaine de capture sera programmée. Cette session pourra être écourtée ou rallongée en fonction du nombre de captures.</p> <p>Évaluation du succès : déplacement de tous les amphibiens du plan d'eau effectif.</p>	
<p align="center">ESTIMATION DU COÛT</p>	

Annexe 13

MA01 : Limiter si nécessaire l'enrichissement des pelouses et gazons patrimoniaux par une mise en pâturage. (cf. article 3.3.4)

MA01	MISE EN PÂTURAGE DES PELOUSES
PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIF <p>Les habitats patrimoniaux sont essentiellement constitués de pelouses et gazons pionniers. Ils sont donc à la base d'une série dynamique qui conduit à la forêt en passant par les stades prairie et fourré. Ces habitats pionniers sont peu fréquents et doivent être conservés en l'état. Si la dynamique végétale actuelle est très lente du fait des conditions édaphiques exigeantes (sol superficiel et séchant), ces pelouses et gazons seront, à un moment ou à un autre, colonisés par les ligneux. C'est même déjà le cas dans certains secteurs très localisés.</p> <p>L'action vise à mettre en place un pâturage ovin et/ou caprin afin de contrôler l'évolution de la végétation et maintenir pelouses et gazons. Cette action est conditionnée à la réalisation de l'action précédente qui doit mettre en évidence l'état de conservation des habitats et décider si le pâturage est nécessaire ou non. Nous insistons sur ce point : <u>le pâturage n'est pas automatique</u> mais dépendra de l'évolution du milieu. Il sera donc probablement apériodique et irrégulier.</p>	
MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE <p>Réalisation : le pâturage sera réalisé soit par des moutons, soit par des chèvres en fonction des milieux à entretenir (moutons sur les espaces « prairiaux », chèvres pour les ligneux). Il sera réalisé par un prestataire en fonction des besoins du site. La charge du troupeau sera calculée de manière à ne pas enrichir les sols dont le caractère oligotrophe doit être préservé. À chaque fin de saison un point sera fait entre un écologue et le prestataire de pâturage pour envisager la suite ou discuter des problèmes rencontrés. Le cahier de pâturage de l'année sera remis au carrier et au naturaliste/écologue en charge du suivi flore/habitat.</p> <p>Il est à noter que tous les aspects du pâturage liés à la clôture ou à l'aménagement d'accès du troupeau à la carrière sont pris en charge par le carrier, le prestataire de pâturage s'occupant de la gestion et de l'abreuvement du troupeau.</p> <p>Localisation : dans un premier temps le pâturage n'est envisagé que sur les paliers supérieurs est et sud où la végétation peloussaire est lentement colonisée soit par les graminées (brachypode notamment) soit par les fourrés (genêt et ronciers). Une vigilance sera à apporter dans le futur au merlon supérieur ouest, encore en bon état et qui concentre beaucoup d'enjeux. Dans le cas où le pâturage de ce secteur serait nécessaire le carrier devra procéder à une restauration des clôtures et à un aménagement d'accès pour permettre le pâturage.</p>	
	

Planification : le pâturage ne sera pas réalisé de manière régulière mais en fonction des résultats du suivi flore/habitat. Ainsi certaines années pourront être pâturées et d'autres non. Les habitats et espèces ciblées étant essentiellement printanière, les dates de pâturage seront comprises dans la période allant de fin juin à mars, ces dates pouvant fluctuer avec l'accord d'un écologue en fonction des conditions météorologiques annuelles.

Évaluation du succès : c'est le suivi régulier des habitats qui permettra d'évaluer le succès de l'action. Celle-ci sera une réussite si les habitats se maintiennent sur le site durant toute la phase d'exploitation.

ESTIMATION DU COÛT

Annexe 14
MS01 : Suivi des populations d'amphibiens (cf. article 3.3.5)

MS01	SUIVI DES POPULATIONS D'AMPHIBIENS
<p style="text-align: center;">PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIF</p> <p>La carrière de Pierre-Bise abrite trois espèces patrimoniales d'amphibiens (Alyte accoucheur, Pélodyte ponctué et Triton crêté) dont deux sont effectivement reproductrices (Alyte accoucheur et Pélodyte ponctué). La carrière représente un important réservoir d'amphibiens pour le secteur et ces populations doivent être maintenues dans un bon état de conservation.</p> <p>La présence de ces espèces depuis à minima 2015 (Alyte) et 2018 (Pélodyte) indique que l'activité de carrière, très certainement à l'origine de la colonisation du site par les amphibiens, n'impacte pas négativement ces derniers. Néanmoins depuis 2019 le Xénope lisse, espèce exotique envahissante, est régulièrement observé dans les plans d'eau de la carrière. Son impact sur l'alyte et le pélodyte est pour l'instant inconnu.</p> <p>L'objectif de l'action est de réaliser un suivi régulier des populations d'amphibiens afin de s'assurer de l'absence d'impact du Xénope lisse (et accessoirement de l'activité de carrière) sur celles-ci, et d'intervenir le cas échéant.</p>	
<p style="text-align: center;">MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE</p> <p>Réalisation : les prospections seront réalisées à la nuit tombante en utilisant deux méthodes d'inventaire :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Reconnaissance des chants des individus mâles reproducteurs. Le nombre de mâles chanteurs de chaque espèce identifiée doit être noté et l'origine des chants localisée le plus précisément possible ; 2. Observation directe des individus. L'observation se fait de nuit, à la lampe. On balaie du faisceau lumineux les berges des plans d'eau favorables et on note le nombre d'individus observés. Si cela est possible le stade de développement et le sexe sont notés. <p>Localisation : tous les point d'eau de la carrière seront explorés en insistant toutefois sur les plans d'eau permanents plus faciles à suivre d'une année sur l'autre.</p> <p>Planification : le suivi sera organisé une année sur deux pendant toute la durée de l'exploitation. Chaque année trois soirées seront dédiées aux prospections de manière à avoir un inventaire le plus juste possible. Ces prospections se dérouleront sur les mois de mars, avril et mai.</p> <p>Évaluation du succès : à chaque année de prospection un rapport écrit sera réalisé. Il rendra compte de la localisation et des effectifs des espèces patrimoniales visées mais aussi des populations de Xénope lisse. Le rapport devra essayer d'estimer l'impact du Xénope sur les espèces patrimoniales (détection, par exemple, d'une corrélation négative entre les populations de Xénope et d'une autre espèce). À noter que cela ne sera possible que lorsqu'une tendance sera potentiellement détectable, c'est-à-dire avec un minima de 3 campagnes de prospection. Le rapport devra aussi s'assurer de l'absence d'impact de l'activité de carrière sur les amphibiens.</p>	

Annexe 15

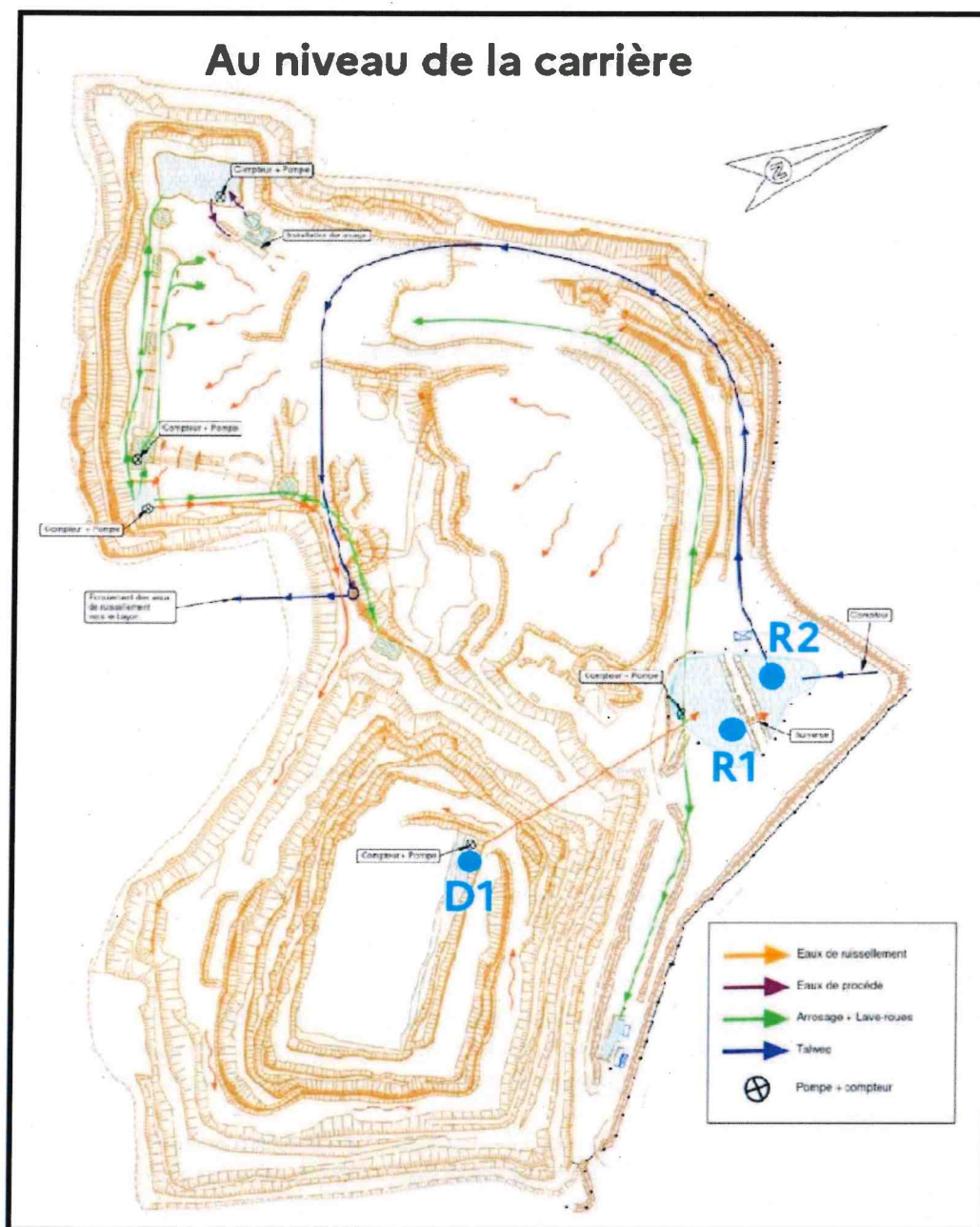
MS02 : Suivi de la flore et de la faune pour s'assurer du maintien des pelouses et gazons patrimoniaux et des espèces sensibles associées (cf. article 3.3.5)

MS02	SUIVI DE LA FLORE ET DES HABITATS
PROBLÉMATIQUE ET OBJECTIF	
<p>L'essentiel des espèces patrimoniales de la carrière est lié aux milieux pionniers chauds et secs engendrés par l'activité extractive, qu'il s'agisse des habitats, de la flore ou de la faune. La préservation de ces milieux en l'état revêt donc un caractère d'importance.</p> <p>L'objectif de l'action est de s'assurer du maintien des habitats et espèces floristiques les plus patrimoniales, et le cas échéant, de proposer des mesures de gestion/restauration adaptées.</p>	
MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE	
<p>Réalisation : les prospections viseront, dans un premier temps, à s'assurer que toutes les espèces floristiques patrimoniales recensées sont toujours présentes sur site et que l'activité de carrière ne porte pas atteinte à leur état de conservation. Ces prospections seront menées par observation directe des individus. Les individus seront localisés et, dans la mesure du possible, leurs effectifs seront évalués. On s'attachera notamment à vérifier si l'<i>Aster linosyris</i>, espèce rare et protégée, est encore présente au sein de la carrière, notamment au sud-ouest de l'exploitation.</p> <p>Concernant les habitats patrimoniaux, ils feront l'objet de relevés de végétation pour en estimer l'évolution. À cette fin des quadrats fixes seront mis en place pour pouvoir répéter l'opération à chaque année de prospection. Les relevés de végétation suivront la méthode phytosociologique. La fiche de relevé mise en exemple ci-dessous donne une idée des informations qui seront notées lors du relevé. Comme le précise la méthode, les relevés seront réalisés à la période optimale de développement des végétations ciblées. Ces relevés feront l'objet d'analyses à posteriori, analyses qui permettront de rattacher la végétation aux différentes codifications en vigueur (EUNIS, Corine Biotope, Natura 2000, ...).</p>	
<p>Localisation : même si l'ensemble de la carrière fera l'objet d'inventaires on ciblera en priorité les secteurs les plus sensibles, à savoir les paliers supérieurs et les merlons périphériques.</p>	
<p>Planification : le suivi sera organisé une année sur deux pendant toute la durée de l'exploitation. On pourra par exemple alterner avec le suivi des amphibiens. Plusieurs passages seront répartis de mars à septembre afin de couvrir le cycle biologique de toutes les espèces végétales. On insistera particulièrement sur la période printanière durant laquelle se concentre le développement des espèces et habitats ciblés en priorité.</p>	
<p>Évaluation du succès : à chaque année de prospection un rapport écrit sera réalisé. Il rendra compte de la localisation et de l'état des populations végétales patrimoniales observées et essaiera d'en préciser les tendances et/ou les menaces qui pèsent sur elles. De la même manière il précisera la localisation des habitats patrimoniaux et en donnera l'état de conservation ainsi que la tendance évolutive.</p> <p>En cas de dégradation des habitats ou d'atteinte potentiel à des espèces des recommandations quant à la gestion seront émises afin de pallier cet état de fait. Concernant plus précisément les habitats le rapport devra conclure à la nécessité ou non de mettre en place le pâturage (cf. ci-dessous mesure MA01)</p>	
ESTIMATION DU COÛT	

Annexe 16

Plan de localisation des points de suivi des eaux (cf. article 6.2.7)

Les autres informations figurant sur le plan sont indicatives, les prescriptions édictées dans l'arrêté s'appliquent



Arrêté n°34 autorisant la société TPPL
à exploiter une carrière au lieu-dit "Pierre Bise"
sur la commune de Beaulieu-sur-Layon

TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	
Chapitre 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	
Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	
Article 1.1.2 Durée de l'autorisation d'exploiter.....	
Article 1.1.3 Liste des rubriques au titre de la nomenclature des installations classées.....	
Article 1.1.4 Liste des rubriques au titre de la nomenclature eau.....	
Chapitre 1.2 Installations autorisées.....	
Article 1.2.1 Productions / Tonnages / Capacités autorisés.....	
Article 1.2.2 Emprise de l'établissement.....	
Article 1.2.3 Principaux Équipements connexes des installations.....	
Chapitre 1.3 Garanties financières.....	
Article 1.3.1 Objet des garanties financières.....	
Article 1.3.2 Montant des garanties financières.....	
Article 1.3.3 Établissement des garanties financières.....	
Article 1.3.4 Renouvellement des garanties financières.....	
Article 1.3.5 Actualisation des garanties financières.....	
Article 1.3.6 Révision du montant des garanties financières.....	
Article 1.3.7 Absence de garanties financières.....	
Article 1.3.8 Appel des garanties financières.....	
Article 1.3.9 Levée de l'obligation de garanties financières.....	
Chapitre 1.4 Conditions générales de l'autorisation.....	
Article 1.4.1 Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	
Article 1.4.2 Modification du champ de l'autorisation.....	
Article 1.4.3 Équipements abandonnés.....	
Article 1.4.4 Transfert sur un autre emplacement.....	
Article 1.4.5 Prolongation / Renouvellement.....	
Article 1.4.6 Changement d'exploitant.....	
Article 1.4.7 Cessation d'activité.....	
Chapitre 1.5 Législation et réglementations applicables.....	
Article 1.5.1 Arrêtés Préfectoraux antérieurs.....	
Article 1.5.2 Textes généraux applicables.....	
TITRE 2 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	
Chapitre 2.1 Principes généraux.....	
Article 2.1.1 Objectifs.....	
Article 2.1.2 Efficacité énergétique.....	
Article 2.1.3 Relations avec les tiers interférant avec l'exploitation.....	
Article 2.1.4 Consignes d'exploitation.....	
Chapitre 2.2 Surveillance – Accidents.....	
Article 2.2.1 Surveillance de l'exploitation.....	
Article 2.2.2 Surveillance environnementale.....	
Article 2.2.2.1 Surveillance des émissions de toute nature.....	
Article 2.2.2.2 Principe de surveillance.....	
Article 2.2.2.3 Suivi, analyse et interprétation des résultats de la surveillance.....	
Article 2.2.2.4 Conservation des résultats de la surveillance.....	
Article 2.2.3 Déclaration des incidents ou accidents.....	
Chapitre 2.3 Plans - Enquête annuelle.....	
Article 2.3.1 Plans.....	
Article 2.3.2 Enquête et rapport d'activité annuels.....	
TITRE 3 PATRIMOINE – PAYSAGE – MILIEU NATUREL.....	
Chapitre 3.1 Patrimoine.....	
Article 3.1.1 Découverte Archéologique.....	
Chapitre 3.2 Paysage.....	
Article 3.2.1 Intégration dans le paysage.....	
Chapitre 3.3 Milieu naturel – Faune et flore.....	
Article 3.3.1 Mesures d'évitement.....	

Article 3.3.2 Mesures de réduction.....	1
Article 3.3.3 Mesures compensatoires.....	2
Article 3.3.4 Mesures d'accompagnement.....	
Article 3.3.5 Mesures de suivi.....	
Article 3.3.6 Données brutes de biodiversité.....	
TITRE 4 AMÉNAGEMENTS ET CONDUITE DE L'EXPLOITATION.....	4
Chapitre 4.1 Aménagements préliminaires à la poursuite.....	J
Article 4.1.1 Panneaux de signalisation et d'information du public.....	
Article 4.1.2 Bornage.....	2
Article 4.1.3 Eaux de ruissellement.....	
Article 4.1.4 Accès aux installations.....	3
Article 4.1.5 Interdiction d'accès – clôture.....	
Article 4.1.6 Réalisation des travaux préliminaires.....	
Chapitre 4.2 Conduite de l'exploitation.....	
Article 4.2.1 Horaires.....	J
Article 4.2.2 Quantités de matériaux.....	
Article 4.2.3 Circulation des engins et véhicules.....	
Article 4.2.4 Réserves de produits ou matières.....	
Article 4.2.5 Extraction de matériaux.....	
Article 4.2.5.1 Épaisseur et profondeur d'extraction.....	3
Article 4.2.5.2 Front d'exploitation.....	
Article 4.2.6 Traitement des matériaux extraits.....	
Article 4.2.7 Gestion et stockage des déchets d'extraction.....	
TITRE 5 PRÉVENTION DES RISQUES.....	
Chapitre 5.1 Dispositions générales.....	
Article 5.1.1 Distances limites.....	
Article 5.1.1.1 Extraction.....	5
Article 5.1.1.2 Stockage et entreposage de matériaux.....	
Article 5.1.2 Conception des installations.....	
Article 5.1.3 Consignes.....	4
Article 5.1.4 Produits dangereux.....	
Article 5.1.5 Installations électriques.....	
Article 5.1.6 Formation du personnel.....	
Chapitre 5.2 Prévention des Risques d'incendie.....	
Article 5.2.1 Autorisation de travail - permis de feu.....	7
Article 5.2.2 Moyens de lutte contre l'incendie.....	
Chapitre 5.3 Prévention des risques géotechniques.....	
Article 5.3.1 Dispositions générales.....	
Article 5.3.2 Surveillance géotechnique.....	
Article 5.3.3 Étude de stabilité.....	7
TITRE 6 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES.....	
Chapitre 6.1 Dispositions générales.....	
Article 6.1.1 Principes.....	
Chapitre 6.2 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	
Article 6.2.1 Principes généraux.....	
Article 6.2.2 Prévention des pollutions accidentelles.....	
Article 6.2.3 Gestion des eaux.....	
Article 6.2.4 Alimentation en eau.....	4
Article 6.2.5 Prélèvements.....	
Article 6.2.6 Rejets.....	
Article 6.2.6.1 Points de rejets.....	
Article 6.2.6.2 Conditions de rejet des effluents aqueux.....	
Article 6.2.7 Principaux points de suivis des Eaux.....	
Article 6.2.7.1 Rejets.....	
Article 6.2.7.2 Fond de fouille.....	
Article 6.2.7.3 Écoulements superficiels.....	
Article 6.2.8 Surveillance relative aux eaux.....	
Article 6.2.8.1 Eaux rejetées.....	
Article 6.2.8.2 Fond de fouille.....	
Article 6.2.8.3 Écoulements superficiels.....	
Article 6.2.8.4 Volumes d'eaux.....	
Article 6.2.8.5 Résultats de la surveillance.....	

Article 6.2.9 Plan.....	.....
Chapitre 6.3 Émissions lumineuses.....	.....
Article 6.3.1 Émissions lumineuses.....	.....
Chapitre 6.4 Prévention de la pollution atmosphérique.....	.....
Article 6.4.1 Dispositions générales.....	.....
Article 6.4.2 Poussières.....	.....
Article 6.4.3 Surveillance des émissions de poussières.....	.....
Article 6.4.3.1 Rejets canalisés.....	.....
Article 6.4.3.2 Établissement d'un plan de surveillance.....	.....
Article 6.4.3.3 Contenu du plan de surveillance - Mesures.....	.....
Article 6.4.3.4 Plan de surveillance.....	.....
Article 6.4.3.5 Conditions de surveillance- Station météorologique.....	.....
Article 6.4.3.6 Bilan annuel de surveillance.....	.....
Article 6.4.3.7 Surveillance relative à l'amiante naturel.....	.....
Chapitre 6.5 Prévention des émissions sonores.....	.....
Article 6.5.1 Principes généraux.....	.....
Article 6.5.2 Les zones à émergence réglementée.....	.....
Article 6.5.3 Valeurs limites.....	.....
Article 6.5.4 Surveillance des émissions sonores.....	.....
Article 6.5.5 Plan.....	.....
Chapitre 6.6 Vibrations – tirs de mines.....	.....
Article 6.6.1 Vibrations autres que celles des tirs de mines.....	.....
Article 6.6.2 Tirs de mines.....	.....
Article 6.6.2.1 Préparation des tirs de mines.....	.....
Article 6.6.2.2 Informations préalables aux tirs de mines – Périmètre de sécurité.....	.....
Article 6.6.2.3 Valeurs limites des vibrations.....	.....
Article 6.6.2.4 Surveillance des vibrations et de la pression acoustique.....	.....
Article 6.6.2.5 Enregistrements.....	.....
Chapitre 6.7 Gestion des déchets produits.....	.....
Article 6.7.1 Principes généraux.....	.....
Article 6.7.2 Séparation des déchets.....	.....
Article 6.7.3 Élimination des déchets.....	.....
Article 6.7.4 Déchets d'extraction.....	.....
Article 6.7.5 Plan de gestion des déchets d'extraction.....	.....
TITRE 7 FIN D'EXPLOITATION - REMISE EN ÉTAT.....	.....
Chapitre 7.1 Conditions de remise en état.....	.....
Article 7.1.1 Remise en état du site.....	.....
TITRE 8 DISPOSITIONS DIVERSES.....	.....
Chapitre 8.1 Principaux documents à transmettre à l'administration.....	.....
Chapitre 8.2 Notification, Publicité, Application.....	.....
Article 8.2.1 Délai et voies de recours.....	.....
Article 8.2.2 Publicité.....	.....
Article 8.2.3 Application.....	.....

